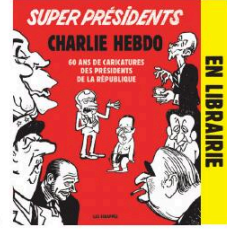
EN EXCLU SUR CHARLIEHEBDO.FR

• PRISON FERME POUR UNE CARICATURE DU ROI DU MAROC • LES FLICS TABASSEURS DE MICHEL ZECLER DEVANT LA JUSTICE • LE JUTEUX FILON DES LIQUIDATIONS D'ENTREPRISES

• **CONVERGENCE DES LUTTES** LE RN ET LFI CONTRE LES MÉDIAS • **IMPÉRIALISME AMÉRICAIN** DE LA BANANE À L'ALGORITHME • **UKRAINE** L'ART SE RÉFUGIE EN LITUANIE • **TRUMP** À FOND POUR EMBELLIR L'AMÉRIQUE



CHARLIE HEBDO

11 NOVEMBRE 2026 / N° 1790 / **3,90 €**

MÉLENCHON



N°1790 FRANCE MÉTRO : 3,90 € - BEL : 4,50 € - LUX : 4,60 € - CH : 6,40 CHF - D : 5,20 € - ESP/IT/PORT-CONT : 4,40 € - DOM/A : 5,20 € - GR/A : 5,90 € - CAL/A : 890 XPF - CAN/A : 7,50 $ CAD charliehebdo.fr

L 14057 - 1790 - F: 3,90 €

CONVERGENCE DES LUTTES LE

Vivrensemble

Les médias dans le champ de tir



GÉRARD BIARD

Quand vous lirez ces lignes, vous saurez si les députés, représentants de la nation, ont décidé, ou non, de débattre sérieusement de l'interdiction d'un média. En l'occurrence CNews, visé par une pétition déposée sur le site de l'Assemblée nationale. Lancée en juin dernier, elle a véritablement décollé au lendemain de l'attentat de Trappes, le 23 octobre, et a recueilli à ce jour près de 1 million de signatures. Le texte qualifie, à raison, le panzer médiatique de Bolloré de *«machine de propagande»*, qui cumule les amendes et les mises en demeure de l'Arcom, et demande *«la fermeture de la chaîne»*.

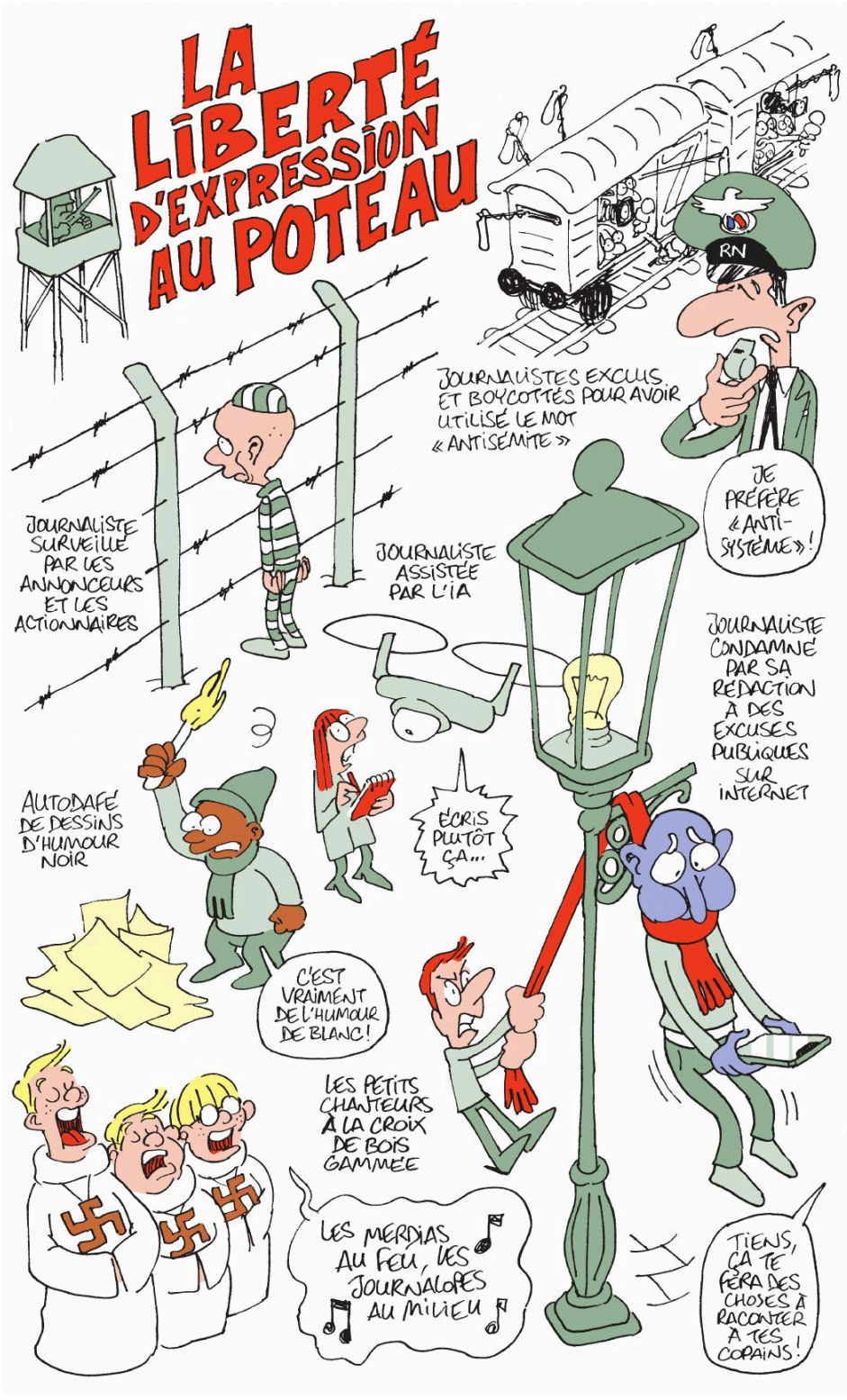
On peut admettre que la question de maintenir un tel robinet à délires racistes et complotistes sur la TNT peut être débattue : les fréquences hertziennes sont limitées, c'est un canal de diffusion privilégié, les impératifs d'honnêteté, de pluralité et d'indépendance de l'information fixés par la loi du 30 septembre 1986 doivent par conséquent être respectés sous peine de sanctions – qui peuvent aller jusqu'à l'expulsion de la TNT –, prononcées par l'Arcom, dont c'est le boulot à titre de «régulateur» des médias. Par ailleurs, l'incitation à la haine, notamment raciale ou religieuse, est punie par la loi. Si CNews viole la loi, elle doit être punie, mais c'est à la justice d'en décider. D'ailleurs, tout dernièrement, Martin Ajdari, le patron de l'Arcom, a saisi le procureur de la République pour des propos tenus par Éric Zemmour sur CNews, BFMTV et LCI.

Mais ici, ce qui est demandé aux élus de la République va plus loin. Il s'agit de *«supprimer CNews de l'audiovisuel français»*. C'est une première. D'habitude, ce sont les dictateurs qui veulent fermer un média, pas le peuple. Et on ne peut pas dire que ce soit rassurant pour la suite. Car, dans à peine six petits mois, les Français voteront pour élire le chef ou la cheffe de l'État. Or les deux candidats qui font la course en tête, et sont aujourd'hui les plus à même de se qualifier pour le second tour, sont d'accord sur au moins une chose : quand un média nous gêne, on le supprime, quand un propos nous dérange, ou tout simplement nous contredit, on coupe la langue qui le prononce. Entre un Rassemblement national qui veut se débarrasser de l'audiovisuel public en le vendant à la découpe et une France insoumise qui promet la balle dans la nuque pour CNews et le tribunal révolutionnaire pour BFMTV, TF1 ou LCI, les journalistes, tous les journalistes, sont prévenus du sort qui leur sera réservé…

L'Assemblée nationale va-t-elle fermer le robinet à délires racistes et complotistes ?

Beaucoup en ont déjà d'ailleurs un avant-goût. Le 30 octobre, la direction de BFMTV avait choisi de n'envoyer aucun reporter à Trappes, pour l'hommage rendu aux victimes de l'attentat raciste qui avait fait un mort et sept blessés graves une semaine plus tôt. Pour ne pas les exposer à des agressions ou à des violences… Car, de plus en plus, aussi bien dans les manifestations que dans les rassemblements politiques, et même lors de reportages sur le terrain, la chaîne d'info est vue comme une bête nuisible par certains militants. Avec la bénédiction du chef : le 24 octobre, en pleine manif, Mélenchon lançait à un journaliste : *«Vous, BFM, commencez à vous calmer sur les remarques racistes de toute sorte, parce que ça commence à bien faire!»* À Marseille, le 31 octobre, ce sont des journalistes de LCI qui étaient agressés, malgré la présence, désormais courante, d'agents de sécurité à leurs côtés…

Dans le camp d'en face, au RN, on conseille aux journalistes de Mediapart d'enfiler un *«costard en Kevlar»* et on les insulte ou les bouscule – tout comme ceux de *Politis* ou du *Canard enchaîné* – lors du congrès à Orléans. Entre une extrême droite qui veut purger les «merdias» de toute la «gauchiasse» qui y sévirait et un autoproclamé Lider maximo qui vomit *«un système pourri»* qui le *«dégoûte au dernier degré»*, les médias, quels qu'ils soient, deviennent les réceptacles de toutes les rancœurs et de toutes les frustrations, et leurs reporters, l'objet incessant d'injures, de menaces et de campagnes de harcèlement sur les réseaux sociaux. Au point que les rédactions du *Monde*, du *Parisien*, du *Figaro*, de Radio France, de M6 s'inquiètent ouvertement de ce climat où les journalistes ont désormais une cible dans le dos. Et, à force d'entendre des responsables politiques crier «Pull!», ça pourrait mal finir… ●

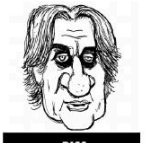


RN ET LFI UNIS POUR FLINGUER LES MÉDIAS



Édito

Plus que six mois pour terrasser le fascisme



RISS

Les partisans de l'interdiction de CNews affirment que cette sanction n'aurait rien de comparable avec celle de journaux comme *Libération* ou *Le Nouvel Obs*. Effectivement, une chaîne doit respecter un cahier des charges contraignant qui n'existe pas pour la presse papier : respect de la pluralité et interdiction de propos irrespectueux ou stigmatisants. La transgression de ces principes peut donner lieu à des amendes prononcées par l'Arcom, et même à des signalements auprès de la justice. Ce dont CNews est coutumier. Si cette chaîne s'obstine dans cette voie, son droit d'émettre sur la TNT pourrait lui être retiré. Elle pourra cependant continuer d'être diffusée sur Internet et sur d'autres canaux que la TNT. La chaîne C8 a disparu, car elle avait refusé cette possibilité, mais pas à la suite d'une interdiction absolue d'exister.

Or la pétition « Supprimer CNews de l'audiovisuel français » demande l'interdiction totale de CNews. Ceux qui réclament cette mesure se cachent derrière leur petit doigt avec des arguties qui leur donnent l'illusion d'être à la pointe du combat antifasciste. Ce qu'ils exigent est une censure pure et simple.

Ils sont convaincus qu'un média est capable de façonner à lui seul l'opinion publique. Que c'est Fox News qui a propulsé Trump à la Maison-Blanche – oubliant au passage le rôle des réseaux sociaux – et que c'est CNews qui enverra Marine Le Pen à l'Élysée. Pourtant, Fox News n'a pas réussi à empêcher la déroute électorale du camp de Trump aux « midterms ». Quant aux journaux de gauche comme *L'Humanité*, créée en 1904, *Le Nouvel Observateur*, créé en 1964, *Libération*, créé en 1973, ou Mediapart, en 2007, ainsi que les chaînes et radios du service public, ils n'ont pas réussi à terrasser CNews, apparu seulement en 2017. En moins de dix années, ce média serait donc parvenu, à lui tout seul, à manipuler des millions de cerveaux en les détournant de tous les médias progressistes, ces derniers se révélant incapables d'utiliser leurs superpouvoirs pour empêcher la montée des idées d'extrême droite. Ceux qui croient qu'avec quelques médias on peut formater l'opinion publique et la contrôler prennent vraiment les Français pour des cons. Car leurs convictions ne se construisent pas uniquement grâce aux médias. Ce que voient, entendent et constatent les Français dans leur vie quotidienne participe à l'élaboration de leurs idées peut-être bien plus que les journaux et les chaînes de télé. Pour les idéologues, l'échec patent des médias de gauche dans leur lutte contre la montée de l'extrême droite, et *Charlie Hebdo* en fait partie, doit alors avoir une explication qui ne remette surtout pas en cause leurs certitudes : CNews, voilà l'ennemi. Ce média positionné à l'extrême droite est particulièrement pénible à regarder, avec sa cohorte de commentateurs sortis du congélateur des années 1970 et leurs clichés sur les immigrés dignes d'un Dupont Lajoie ratonneur. Mais cela ne suffit pas à expliquer les résultats de la gauche aux élections législatives de 2024 – moins de 30 % des suffrages exprimés, un de ses scores les plus minables depuis des décennies.

CNews doit disparaître et, automatiquement, l'opinion publique tournera le dos à Marine Le Pen, qui perdra alors la présidentielle. Là, on quitte la politique et on glisse vers la magie et la superstition. À moins de six mois de l'élection présidentielle, la stratégie qui sauvera la France du fascisme serait donc une pétition répressive aussi efficace que la ligne Maginot ! La gauche actuelle semble infestée de petits Gamelin convaincus que nous gagnerons parce que nous sommes les plus forts, les plus intelligents, les plus modernes, les plus progressistes, les plus antiracistes, les plus antifascistes ! On connaît la suite…

Une dérive totalitaire et antidémocratique

En réclamant l'interdiction totale de CNews, ces gens creusent la fosse commune où ils seront bientôt jetés. Si demain le Rassemblement national arrive à l'Élysée, il disposera d'une arme bien plus puissante qu'une sympathique pétition, celle de la légitimité des urnes qu'une majorité de Français lui aura donnée. Le RN pourra alors démanteler Radio France, France Télévisions et supprimer toutes les aides publiques à la presse qui la maintiennent encore en vie. Que l'extrême droite ait l'ambition de réduire au silence les médias contestataires n'est pas surprenant, car c'est cohérent avec son histoire. Mais qu'à gauche des gens réclament la répression et la disparition d'un média, c'est beaucoup plus dérangeant. Cela indique le niveau de panique qui règne chez eux. Face au danger, ils sont prêts à renier cette valeur cardinale qu'est la défense de la liberté d'expression. Cette liberté fondamentale devrait pourtant échapper aux stratégies politiciennes opportunistes et faire consensus à gauche comme à droite, laissant les seuls partis extrémistes s'acharner contre elle. Comme le rappelle Gérard Biard *(voir ci-contre)*, les deux partis actuellement en tête dans les sondages partagent la même conviction qu'il faut attaquer les médias. Les atteintes à la liberté d'expression sont le symptôme d'une dérive totalitaire et antidémocratique. On les observait traditionnellement à l'extrême droite, on les constate désormais aussi à gauche. ●

● Il faut relire ce qu'écrivait Cavanna dans *Charlie Hebdo* n° 421 du 7 décembre 1978 quand le journal *Détective* fut interdit à l'affichage, comme l'avait été, huit ans auparavant, *L'Hebdo Hara-Kiri* après sa couverture sur la mort de De Gaulle. Les pétitionnaires se rassureront en martelant que l'interdiction à l'affichage d'un journal n'a rien à voir avec celle d'une chaîne de télé. Pourtant, les principes et les valeurs que Cavanna défendait pour critiquer cette mesure répressive contre un média n'ont rien perdu de leur force et résument parfaitement la position de *Charlie Hebdo* sur la question de la liberté d'expression.

Laissez les lois fascistes aux fascistes

Qu'un journal d'excités prône, ouvertement ou allusivement, les saines et viriles vertus de la guerre, le chauvinisme, l'horreur de la démocratie, la haine raciale, le culte du chef, la femme pondeuse et soumise, le peuple robotisé et même l'assassinat politique, ce journal sera, par les autres journaux, par les partis politiques, par les mouvements et associations aux idées opposées aux siennes, considéré comme un brûlot d'illuminés ou de roublards, certes, mais aussi comme un adversaire plus ou moins loyal, mais avec qui on joue le jeu, contre qui on croise le fer suivant les règles de la polémique bien tempérée, que l'on traînera à l'occasion dans la boue – en caractères d'imprimerie soigneusement calibrés –… Enfin, bref, il ne viendrait jamais à l'idée, même au plus rouge de la colère, d'appeler contre lui les flics. De réclamer au pouvoir son interdiction, c'est-à-dire sa mort. On est entre gentlemen, que diable ! Vous estimez que le Juif pue, que l'Arabe est feignant, que le nègre n'est pas un homme, c'est votre opinion, je ne la partage pas et même je lutte contre elle, mais ceci est de la politique, c'est une opinion politique, votre journal est un journal d'opinions politiques, je lutte contre vous à armes égales, c'est-à-dire avec ma plume, nos idées se heurtent dans l'air frisquet et cliquètent à bruit joyeux. Je vous hais, je vous trouve con, charognard et pousse-au-crime, mais je n'userai pas de déloyauté envers vous. Répandez vos idées, mon cher, c'est la liberté.

[…]

La liberté, c'est aussi la liberté d'être con.

Il n'y a pas deux libertés de la presse. Les cons AUSSI ont le droit de parler (sinon, QUI décidera qui est con ?). Si vous estimez les gens (les « autres » !) trop cons pour être laissés libres de choisir, ne voyez-vous pas que vous condamnez la liberté même ? Toute la liberté ?

Toute loi qui supprime SANS JUGEMENT un journal, un livre, un moyen d'expression, est une loi scélérate, une négation de la démocratie, un défi à la Déclaration des Droits de l'Homme.

[…]

Et quand, dans un pays, existent des lois scélérates, faites dans un but scélérat, l'honneur – puisque vous avez sans cesse à la bouche l'« honneur » et la « dignité » – l'honneur, donc, et la dignité des citoyens leur commandent de faire COMME SI ELLES N'EXISTAIENT PAS.

Laissez les lois fachos aux fachos.

Rien ne doit se faire en dehors des tribunaux, ils sont là pour ça.

Vive la liberté de la presse, TOTALE et INCONDITIONNELLE.

Cavanna



C'est pourtant pas compliqué

PRÉSIDENTIELLE

Démocrate cherche tuto pour vaincre le RN



JEAN-YVES CAMUS

Qu'est-ce qui peut bien faire peur au Rassemblement national, qui continue de caracoler en tête des sondages et peut envisager un second tour qui, l'opposant à Mélenchon, lui serait favorable ? La question n'est pas neuve tant le FN puis son successeur semblent inoxydables. Ce parti a survécu à la fausse imputation de la profanation de Carpentras, au « point de détail » et autres saillies racistes et antisémites de Jean-Marie Le Pen. On le croyait mort après la scission mégrétiste de 1998, après la victoire écrasante de Chirac en 2002, puis celle de Sarkozy en 2007. Rien à faire : l'épisode des messages controversés de Bardella ne semble pas davantage émousser la confiance d'électeurs qui pensent même que sa candidate est la plus qualifiée pour éponger la dette du pays.

La méthode dominante consiste, pour la plupart des adversaires du RN à gauche, à miser sur la peur de sauter dans l'inconnu en élisant Marine Le Pen, ainsi que sur un réflexe de mobilisation de tous les Français qui pensent que, décidément, on ne peut confier le pouvoir à ceux qui sont présentés comme les descendants directs de toutes les extrêmes droites depuis les royalistes de 1815 jusqu'à Vichy et l'OAS. On voudrait y croire, mais les plus jeunes électeurs estimant parfois ne rien avoir à dire sur les événements advenus avant leur naissance (« je sais pas, j'étais pas né »), l'efficacité est douteuse.

Un scandale financier, des déclarations dépassant les bornes, lui mettre sur le dos le meurtre raciste de Trappes ? Ni la mort d'Ibrahim Ali, tué par des colleurs d'affiches à Marseille en 1995, ni les multiples actes racistes imputables à l'extrême et l'ultradroite n'ont inversé la courbe. On peut donc monter d'un cran dans l'arsenal juridique en décrétant, comme l'a récemment fait un juriste dans *Le Monde*, que Marine Le Pen est, en droit, inéligible : comme cadeau fait aux champions de la victimisation, qui, pour le coup, pourront à juste titre crier au déni de démocratie, c'est parfait ! On peut tout imaginer : la dissolution du RN (avec 35 % des intentions de vote ?), un Conseil constitutionnel qui refuse d'enregistrer sa candidature… Non, il faut jouer l'élection à la loyale.

Cinquante ans qu'on fait barrage, et cela ne marche plus

Existe-t-il un candidat, non encore déclaré, pour unifier un « front du refus » de la victoire lepéniste ? Un François Hollande, une Christine Lagarde, un Gérard Larcher revenu sur son refus par la nécessité de « faire barrage » ? Cela fait cinquante ans qu'on fait barrage, et cela ne marche plus.

Ce dont le RN peut avoir peur, c'est d'un candidat qui parle du quotidien des Français. C'est la méthode qui a permis aux démocrates américains de vaincre Trump aux « midterms ». Un élu texan résume ainsi : *« On a parlé du coût de la vie, du coût de la vie et encore du coût de la vie. »* En somme, il faut arrêter de convoquer en permanence l'histoire de France et les grandes doctrines, le passé qui ne passe pas, les cours de conformité et de pureté idéologiques. Les Français sont dans la rue pour pouvoir vivre décemment après le 15 du mois. C'est ce qui préoccupe les indécis et tous ceux qui ne votent pas, ou plus. ●

LES CHAMPIONS DE LA DROITE



PHILIPPE LAURENT

LA CALCULETTE EN ÉTENDARD

Depuis quelques semaines, on triture nerveusement son écharpe tricolore sur les bancs de l'AMF, la très sérieuse Association des maires de France. C'est que l'élection pour désigner le nouveau président approche. Du 23 au 25 novembre, les 34 000 adhérents sont conviés à choisir entre deux poids lourds, indéboulonnables locataires de leurs hôtels de ville respectifs. À notre droite extrême, le sortant David Lisnard, édile de Cannes depuis 2014, groupie de Javier Milei et candidat à la présidentielle. Et à notre droite tout court, Philippe Laurent (UDI), à la tête de la ville de Sceaux (92) depuis 2001, après y avoir siégé en tant qu'élu local à partir de 1977. Plus méconnu du grand public, certes, mais pas moins combatif : à 72 ans, Laurent repart pour la deuxième fois en guerre contre Lisnard, le même qui l'avait déjà battu à plate couture lors de la précédente élection, en 2021.

Oui, mais cette fois, il y croit fort, l'Alto-Séquanais d'adoption. Lui qui aurait dû, dans une autre vie, reprendre l'exploitation familiale de kiwis dans le Nord, sent que le vent a tourné. Après tout, Lisnard file un mauvais coton à jouer sur les deux tableaux : on ne peut pas présider le pays la semaine et l'AMF le week-end, voyons ! Et puis, regardez comme il tient bien sa ville, Philippe Laurent. Il fait si bon vivre à Sceaux ! Il n'y a qu'un simple prérequis à remplir pour s'y établir : avoir le porte-monnaie bien garni. Le social, ce n'est pas trop son truc, au maire. Lui, il préfère les chiffres, les nombres, les chèques, ça lui rappelle le bon vieux temps où il boursicotait avec papa. Chacun sa madeleine de Proust. Alors quand il a appris qu'Emmanuel Macron souhaitait exonérer 80 % des ménages de la taxe d'habitation, Laurent est monté au créneau. Pas touche à ses calculs ! La riposte s'organise. Dans une tribune au *Monde* d'abord, puis à *Libération*, où il explique que la perte d'autonomie fiscale des collectivités locales est contraire à la Constitution. Et quand il comprend que Macron ne le lit pas, il met les bouchées doubles en décidant d'augmenter cette taxe de 6,7 % pour ses fidèles électeurs. Et paf ! les Scéens, prenez-vous ça !

À ses heures perdues, Philippe Laurent aime griffonner. Dans sa fougueuse jeunesse, passée à s'encanailler entre les murs de Centrale et ceux de Sciences Po (section économie et finances, bien sûr), il a fait un saut dans le journalisme. *« Je découvre que j'aime écrire et réfléchir politiquement »*, se remémore-t-il en 2015 dans *Le Journal du Grand Paris*. C'est vrai qu'il a tartiné des pages et des pages sur ses sujets favoris : la décentralisation, la gestion publique et les collectivités locales. Il le dit lui-même, toujours dans ce journal : *« Je vais au bout des choses. Je ne me contente pas de croire ce qu'on me dit. Je dois comprendre, analyser, réfléchir. »* Gloire à toi, saint Thomas ! Il l'assure pourtant, il ne rêve pas de politique nationale. Ce qui lui importe, lui qui dit n'être jamais aussi bien que quand il est entouré de maires, ce sont les territoires, là où se fabrique la vraie France, loin des tapis rouges et des caméras. C'est bien connu, les impôts locaux, y a que ça de vrai.

Lorraine Redaud

ÉCONOMIE La question qui fâche

PRIX DU CHAUFFAGE

Les Français passeront-ils l'hiver ?

Comme tous les ans, la France vient de redécouvrir qu'il fait froid et qu'il faudra bien se chauffer, au gaz, au fioul ou à l'électricité, pour passer l'hiver. Mais voilà, les factures d'énergie n'ont jamais été aussi lourdes, si bien que, selon le dernier baromètre du médiateur national de l'énergie, 87 % des foyers cherchent à diminuer leur consommation de chauffage pour faire baisser l'addition. Explication avec Grégory Caret, économètre et directeur de l'observatoire de la consommation à l'UFC-Que choisir.

CHARLIE HEBDO : Depuis quand les prix du chauffage ont-ils explosé ?

Grégory Caret : Les dépenses d'énergie dans le logement augmentent régulièrement depuis vingt ans déjà. Bien sûr, il existe des disparités selon la source d'énergie (gaz, fioul, électricité), mais cette dépense pèse de plus en plus lourd dans le budget des ménages. Il y a vingt-cinq ans, le premier poste de dépenses du logement, après le loyer, était l'équipement. Aujourd'hui, c'est le chauffage, juste après le loyer. Bien sûr, la hausse s'est particulièrement accentuée pour le gaz et le fioul depuis 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Jusque-là, nous nous approvisionnions en gaz russe à des prix compétitifs, mais le boycott qui a suivi a créé des tensions sur l'offre et la demande. Or Moscou étant également un gros exportateur de pétrole, le fioul a subi le même sort. Et, avec la fermeture du détroit d'Ormuz, ça ne s'est pas arrangé.

Une hausse de 170 % sur le gaz depuis 2021

Depuis 2021, la facture d'une maison chauffée au gaz est passée de 1 000 à 2 700 euros, soit une hausse de 170 %. Alors même que les revenus n'ont augmenté que de 25 % sur la même période. Pour les ménages chauffés à l'électricité, la hausse est d'environ 30 %. Il existe donc de fortes inégalités selon la source d'énergie.

À propos d'inégalités, justement, comment se répercutent ces hausses sur les ménages français ?

Disons qu'il y a deux phénomènes derrière les inégalités face aux hausses des prix du chauffage. D'abord, la question du revenu est déterminante : plus il est faible, plus le poids des dépenses indispensables – énergie et l'alimentation – est élevé. Le second facteur, c'est le logement. Les personnes vivant dans de grands logements en zone rurale – souvent énergivores et chauffés au fioul ou au gaz – sont particulièrement exposées. Mais les locataires le sont aussi : contrairement aux propriétaires, ils n'ont pas la main sur les travaux d'isolation. Souvent locataires de logements avec un mauvais diagnostic de performance énergétique (DPE), les ménages les plus modestes, les jeunes et les familles monoparentales sont les plus vulnérables.



En 2022, le gouvernement lançait une grande campagne de « sobriété énergétique » : au bout du compte, elle s'est avérée plus subie que choisie ?

Effectivement, aujourd'hui, la sobriété énergétique est à l'ordre du jour pour tout le monde. L'UFC-Que choisir vient de réaliser une enquête : 6 ménages sur 10 disent qu'ils vont moins chauffer leur logement cet hiver. Même si cette modération est louable, ce n'est pas pour préserver la planète. En vérité, s'ils sont prêts à sacrifier leur confort thermique et à mettre un pull supplémentaire, c'est tout simplement pour faire des économies.

Quelles solutions économiques entrevoyez-vous ?

C'est difficile à dire. À moyen terme, la solution, c'est d'avoir de plus en plus de logements mieux isolés et de réduire les énergies carbonées au profit de l'électrique. Les plus mal lotis seront toujours ceux qui basculeront le plus tard vers l'électrique, puisque, au-delà du prix de la molécule, ce sont par exemple les coûts d'amortissement du réseau de gaz qui explosent, et se répartiront peu à peu sur une masse de personnes de plus en plus réduite. L'été dernier, à un moment où tout le monde regardait ailleurs, la TVA sur l'abonnement est passée de 5 % à… 20 %.

Propos recueillis par Julie Lescarmontier

FOUS DE DIEU EN FOLIE

SPORTSWEAR DU DÉMON

SALE TEMPS POUR LES AMATEURS DE NIKE en Libye. La plus haute autorité religieuse du pays vient d'interdire aux musulmans d'acheter, de vendre ou de porter les vêtements frappés du célèbre Swoosh. Motif : Nikè est le nom de la déesse grecque de la Victoire, et le logo serait inspiré de ses ailes. Porter du Nike reviendrait donc à faire de la publicité pour le polythéisme. Il ne reste plus qu'à vérifier si les trois bandes d'Adidas ne symbolisent pas la sainte Trinité. **Y. Simovic**



DÉNI DE LAÏCITÉ

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS vient de donner raison au Syndicat de la famille (ex-Manif pour tous), le 2 novembre, estimant que la Ville de Paris avait, en 2024, porté atteinte au principe de neutralité du service public en autorisant l'affichage, sur 500 panneaux municipaux, du slogan : « Choisir de mourir dans la dignité est un droit fondamental ». Le tribunal relève que le slogan utilisé par la Ville de Paris était également celui de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). Il estime qu'il exprimait une critique explicite de la législation, encore applicable, alors que le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et à la fin de vie était en cours d'examen au Parlement. L'association présidée par Ludovine de La Rochère a gagné une manche. La dernière se jouera sans doute devant le Conseil d'État. **J.-Y. Camus**

LA VUE DU BONHEUR

LE PETIT ROYAUME HIMALAYEN DU BHOUTAN passe pour le champion mondial du bien-être à l'indice (contesté) du « bonheur national brut ». Il semble pourtant traverser une passe difficile, entre départ des jeunes diplômés, baisse de la natalité et chômage… Le souverain, Jigme Khesar Wangchuck, a misé sur la religion nationale, le bouddhisme. Première étape : transformer la petite ville de Gelephu (10 000 habitants) en métropole consacrée à la « pleine conscience » (le bonheur absolu !). Une fois cela décidé, il a confié à des architectes danois l'aménagement de l'érection de 108 stupas, 108 étant un chiffre sacré dans le bouddhisme. Hauts de 15 m, espacés comme il se doit de 108 m l'un de l'autre, ils ont été montés en une seule journée par 40 000 « volontaires » avant, début novembre, une inauguration en grande pompe devant 200 000 Bhoutanais, soit le quart de la population du pays. La ville nouvelle doit servir de vitrine au royaume. Il paraît que contempler ces monuments permet d'atteindre le bonheur suprême en une seule vie. Si avec ça les Bhoutanais ne sont pas contents ! **J.-Y. C.**

DIEU, LES JUIFS ET LES CONCOMBRES

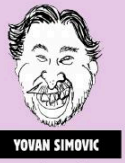
UN JOURNALISTE DE KENT ONLINE s'est infiltré dans une chapelle catholique intégriste de Broadstairs, dans le sud-est de l'Angleterre. Sous une fausse identité, il a assisté à plusieurs messes en latin où un fidèle lui a demandé s'il était *« Jew-wise »*, autrement dit s'il était « au point sur les Juifs ». Un autre lui a indiqué souhaiter voir brûler l'ancienne synagogue de Margate, et le prêtre a affirmé sans sourciller que la Shoah relevait d'une *« mythologie »* juive. Mais c'est lors d'un cours de catéchisme que le journaliste a appris une chose encore plus surprenante : les chats, les chiens, les concombres et les carottes auraient une âme. Les véganes n'ont plus qu'à prier pour leur salut. **Y. S.**

SECRET DE LA CONFESSION

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES SERVICES de la municipalité de Castres, dans le Tarn, connaît bien le chemin du commissariat, un peu moins le retour de bâton de l'effet Streisand. Foulques Lattaignant de Ledinghen de son petit nom a en effet assigné en justice le journal Mediacités la semaine dernière afin de contraindre le média à dépublier des informations le concernant. À savoir donc que le maire RN fraîchement élu, Florian Azéma, s'est entouré d'une équipe issue de réseaux catholiques traditionalistes proches de la galaxie du milliardaire réactionnaire Pierre-Édouard Stérin – dont le jeune Foulques. Mais attention, il ne faut surtout pas faire circuler l'information ! **L. Redaud**

LA TRUMPERIE DE LA SEMAINE

DÉBOURRAGE DES URNES



YOVAN SIMOVIC

Donald Trump n'aime pas beaucoup les élections. Depuis 2020, il répète qu'elles sont truquées, volées, manipulées, bref, que quelque chose ne tourne jamais rond dès lors que le résultat lui déplaît. Alors ce coup-ci, son administration a décidé de regarder de plus près comment tout cela fonctionne. Pour la première fois depuis des décennies, à l'occasion des élections de mi-mandat, le ministère américain de la Justice (DOJ) est intervenu directement dans le processus électoral.

En Californie, le DOJ a notamment demandé que soient écartés quelque 20 000 bulletins correspondant, selon lui, à des électeurs susceptibles de ne pas être citoyens américains. Une démarche inhabituelle : le ministère s'était jusqu'ici tenu à distance des opérations électorales, afin de ne pas donner l'impression que la justice fédérale travaillait pour un camp plutôt que pour l'autre. La Californie a contesté la demande, et les tribunaux lui ont donné raison.

Tout cela donne une situation assez cocasse. Trump passe son temps à dénoncer les élections truquées et, une fois revenu aux affaires, son ministère de la Justice se met à intervenir directement dans leur organisation. Rien ne permet évidemment d'affirmer que l'administration cherche à fausser le scrutin. Elle jure, au contraire, protéger son intégrité. Reste qu'on ne pourra pas accuser Trump d'incohérence : il n'a jamais réclamé des élections « honnêtes », mais seulement des élections qu'il gagne. ●



On prend cher !







Une bouffée d'oxygène

L'IMMENSE CONNERIE DES CHASSEURS

Les sangliers, tout comme des champignons



FABRICE NICOLINO

Comme on ne va pas trop rigoler après, commençons donc par l'histoire de chasseurs (ne) sachant (pas) chasser. Chez les tireurs associés de la société de chasse Saint-Hubert de Saffré (Loire-Atlantique), c'est la pleine merdouille[1]. Les voilà pris au collet, comme le furent pendant si longtemps les lapins avant que ce lacet de la mort soit interdit.

C'est qu'ils ne peuvent plus payer pour les dégâts que font et refont des sangliers de plus en plus nombreux. Peu savent qu'un champ ravagé ouvre droit à une indemnisation, payée par les fédérations de chasse au paysan lésé. Et ça douille : pour la saison 2025-2026, celle de Loire-Atlantique a dû débourser 615 000 euros. Et pour la saison 2026-2027, on en est déjà à 578 220 euros.

Tête des chasseurs de Saffré, dont le président, Benoît Vétu, lâche : *« On est complètement dépassés. »* Le 6 novembre, nos pauvres malheureux ont organisé un loto dans le village d'Abbaretz pour les aider à payer la note. On ne rit (presque) pas. « Dépassés » est le mot juste : les sangliers sont devenus bien trop nombreux. Autour de 1970, les chasseurs en abattaient 35 000 par an. Et plus de 1 million pour la saison 2025-2026, en augmentation de 15 % par rapport à 2024-2025[2]. Sur une population estimée entre 1 500 000 et 2 millions. D'une année sur l'autre, les compagnies se reconstituent, et bien au-delà.

La situation a échappé à tout contrôle

Fatalement, les accidents causés par les sangliers sont de plus en plus nombreux. Les estimations, incertaines, sont de 40 000 accidents chaque année – elles incluent les autres ongulés, comme le chevreuil –, 50 morts, 120 blessés[3]. Auxquelles il faut ajouter des faits divers rares, mais réels. Ainsi vient de mourir un chasseur de sangliers, tué par balle au cours d'une battue à Saint-Étienne-des-Sorts (Gard).

Comment expliquer une multiplication par 30 des abattages ? La question est explosive, la réponse aussi. Commençons calmement par les causes les moins polémiques. Et d'un, loups, ours et lynx, qui boulottaient avec grand plaisir les petits marcassins et leurs parents, ont disparu avant de revenir, un peu. Et de deux, la forêt gagne 100 000 ha par an, couvrant 32 % du territoire métropolitain, contre 19 % en 1908[4].

Parallèlement, 2 500 000 ha de terres agricoles sont en friche[5] pour différentes raisons, dont la diminution constante du nombre de paysans et l'abandon des territoires les moins fertiles. Pour les sangliers, ce sont autant de refuges et de garde-manger où trouver à coup sûr des champignons, des glands, des faines et des racines comestibles. Et de trois, le dérèglement climatique adoucit les hivers et diminue au passage la mortalité des jeunes.

Mais avant tout, la pullulation des sangliers a une origine humaine directe. D'abord, l'industrialisation de l'agriculture, dès la fin des années 1950, qui a bouleversé le paysage. L'arasement des haies, le remembrement des parcelles, l'usage massif des pesticides ont fait peu à peu disparaître le petit gibier – faisans, cailles et perdrix, lièvres et lapins –, cible principale, pendant des siècles, des chasseurs.

Alors ces derniers ont-ils décidé de se tourner vers le gros gibier. En montagne, ils ont par exemple introduit le mouflon de Corse pour faire de beaux cartons, mais le sanglier est vite apparu comme l'espèce idéale. Dans les premières années, triomphe complet. Grâce aux élevages et aux lâchers dans des zones où le sanglier était rare, et surtout à l'« agrainage », basse technique consistant à nourrir et abreuver les animaux de manière à les fixer sur un territoire donné.

Les chasseurs ne se sont pas arrêtés là, et ont organisé l'hybridation entre des sangliers mâles et des porcs domestiques femelles. Ces « cochongliers » sont bien plus prolifiques que les sangliers sauvages : 8 à 10 petits chez la truie, 4 à 6 chez la laie. Et c'est ainsi que la situation a échappé à tout contrôle. Les apprentis sorciers tentent désormais de fuir leurs responsabilités *(voir l'article ci-dessous)*, mais ils ont bel et bien semé le chaos partout en France. Heureusement, notre bon gouvernement n'a rien à leur refuser. ●

1. tinyurl.com/ymdumcm3
2. tinyurl.com/3rkenb9e
3. tinyurl.com/msftarc5
4. tinyurl.com/3yunxwm7
5. tinyurl.com/zppfmven

Jusque dans les piscines du centre-ville

Le sanglier a quitté les forêts, occupé les plaines agricoles et désormais entre dans les villes pour y éventrer les poubelles et dévaster les jardins. Tous les jours ou presque, des faits divers impensables il y a quelques décennies. Le 8 septembre, à Rodez, un sanglier pénètre dans la cour de récréation du collège Jean-Moulin et s'y amuse pendant une heure. Le même jour, à Montpellier, cinq sangliers font joujou entre les voitures d'un quartier résidentiel. Le 17 septembre, les pelouses du château de Merville (Haute-Garonne) sont retournées juste avant les Journées du patrimoine. Le 27 septembre, à Saint-Galmier (Loire) – près de 6 000 habitants –, un sanglier tombe dans une piscine en plein centre-ville. Le 9 octobre, cinq sangliers pénètrent dans un jardin de Scaër (Finistère). Le 25 octobre, une battue aux sangliers est organisée dans les rues de la petite cité de Llupia (Pyrénées-Orientales). Quelques jours plus tôt, le 22, à Marseille, un sanglier est filmé sur un mini-terrain de foot, en train de pousser un ballon du groin[1]. Moins spectaculaires, des scènes du même genre se produisent à Nîmes ou à Toulouse. Le sanglier n'est plus un animal sauvage, mais comme une menace proche. Dans *Sangliers. Géographies d'un animal politique*[2], Raphaël Mathevet et Roméo Bondon se posent cette redoutable question : qu'avons-nous fait aux sangliers ? C'est un livre savant, profond, qui prend le parti des bêtes. Chaque chapitre s'ouvre par quelques pages où l'on suit le périple d'un sanglier. En adoptant, si l'on peut dire, son point de vue. Un autre point de vue. F. N.

1. tinyurl.com/jahw867v
2. Éd. Actes Sud (22 euros).

C'est pas moi, c'est eux

Se refiler le mistigri, sport international qui consiste à donner à un autre le valet de trèfle. Les chasseurs paient pour les dégâts des sangliers *(voir l'article principal)*, mais contestent avec imagination leur responsabilité. Lisons ensemble So Chasse, *« le média au cœur de la chasse[1] »*. Le titre de l'article n'est pas mal du tout : « Sangliers : accuser les chasseurs, un procès bien trop facile », et la suite aussi.

Pour commencer, So Chasse reprend pour mieux les écraser les arguments des opposants. Et d'un, *« les chasseurs entretiendraient volontairement des populations abondantes pour préserver leur activité, tout en se présentant comme indispensables à leur régulation »*. Bien sûr, c'est faux.

Et de deux, les chasseurs favoriseraient *« la reproduction des sangliers en leur distribuant de la nourriture »*. Encore faux. La vérité est qu'il faut *« distinguer le nourrissage destiné à concentrer artificiellement les animaux de l'agrainage dissuasif, outil de prévention des dégâts agricoles »*. C'est très finaud.

Les sauveurs de la France ?

Au-delà, les chasseurs ne sont-ils pas les sauveurs de la France ? En effet, *« une question demeure : sans les 1 015 429 sangliers prélevés la saison dernière en France, quelle serait aujourd'hui l'ampleur des dégâts agricoles et des difficultés de cohabitation avec cette espèce ? »*.

C'est pas mal, mais Chasse Passion, le *« premier média digital de chasse en France depuis 1999 »*, a trouvé un autre responsable inattendu : les paysans eux-mêmes[2]. Une pensée pour les vraies victimes, car *« la scène se répète partout en France : à chaque champ retourné, le doigt se pointe vers les chasseurs »*. Or *« les plaines céréalières »* sont *« le paradis du sanglier »*. Ces animaux fourbes *« s'y installent tout l'été, et en sortent la nuit pour se servir dans les blés au stade laiteux ou retourner les prairies voisines »*.

Une belle trouvaille, ce blé « laiteux ». Le coût des dégâts agricoles – essentiellement par les sangliers – oscille entre 90 et 100 millions d'euros par an, qui permettraient l'achat de tant de cartouchières. F. N.

1. tinyurl.com/mt3mzmun
2. tinyurl.com/2duyfc4nt

JOURNAL DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

CŒUR SUR LA MAIN

EN 2024, LORS DU SOMMET sur la biodiversité des Nations unies, les pays participants s'engageaient à ce que les entreprises bénéficiant gracieusement de données génétiques publiques de plantes, d'animaux ou de la vie microbienne – pour concevoir leurs produits – reversent une infime fraction de leurs revenus à des fonds de préservation de la nature pour les générations futures. Deux ans plus tard, l'enveloppe atteint péniblement… 10 588 dollars ! Initialement, les associations espéraient récolter pas moins de 1 milliard de dollars par an des quelque 20 000 entreprises utilisant ces données publiques. Le secteur privé n'en aurait-il rien à carrer du bien commun ? Choquant. **E. Lalande**

CONTREFAÇON

À L'ISSUE DE TREIZE ANS d'enquête, un chercheur révèle un vaste trafic d'objets sculptés dans de l'ivoire de morse, commercialisés aux États-Unis comme des œuvres authentiques d'artistes autochtones d'Alaska. La législation américaine de 1972 réserve en effet à ces populations le droit de chasser les morses et de fabriquer des objets à partir de leurs défenses. Le chercheur a découvert qu'à Bali des artisans indonésiens payés au rabais sculptent des défenses et des os de morse provenant des États-Unis, avant d'expédier leurs créations vers l'Alaska, Hawaï et la Californie. Les quantités réelles d'ivoire brut importées en Indonésie pourraient être quatre à quarante fois supérieures aux volumes déclarés. Les grands perdants de cette entourloupe sont évidemment les autochtones, dépossédés de leur outil de travail, mais surtout les morses, déjà classés comme vulnérables et menacés par le recul de la banquise. **E. L.**

GAZ TOXIQUE

RUINER LA PLANÈTE, ce n'est pas une tâche à prendre à la légère. C'est ce que fait Anthropic, la fameuse entreprise d'IA américaine. Dans un document préparatoire à son entrée en Bourse dévoilée la semaine dernière, la firme a gentiment listé tous les facteurs de risque qui pourraient ralentir sa croissance. Sans surprise, les considérations environnementales occupent la première marche du podium. Particulièrement dépendante du gaz naturel, l'industrie de l'IA est très inquiète à l'idée de devoir à se battre pour en obtenir. Pis, non contente de participer activement au changement climatique, le secteur a le culot de s'en inquiéter… juste par peur de voir ses coûts d'exploitation augmenter en même temps que sa consommation d'eau et d'électricité. Ou quand l'arroseur arrosé devient l'empoisonneur empoisonné. **L. Redaud**

MODE VIRALE

EXIT LE PANGOLIN, la prochaine pandémie nous viendra des visons. Ces adorables créatures, tuées pour habiller des vieilles biques, possèdent en effet un potentiel zoonotique extrêmement élevé, comprenez la possibilité de transmettre des maladies à tout le monde. Or, et c'est bien là le problème, les élevages de visons ne sont pas du tout conçus pour éviter ces transmissions mortifères. De fait, nourris avec des déchets d'autres animaux d'élevage, les visons sont particulièrement touchés par la grippe aviaire. Dans l'Utah, aux États-Unis, une épidémie de cette grippe dans un élevage fait ainsi rage depuis août dernier, sans que les autorités sanitaires n'aient pris une quelconque mesure pour l'endiguer. Faudrait pas que Melania Trump n'ait rien à se mettre sur le dos cet hiver. **L. R.**

MARKETING FOSSILE

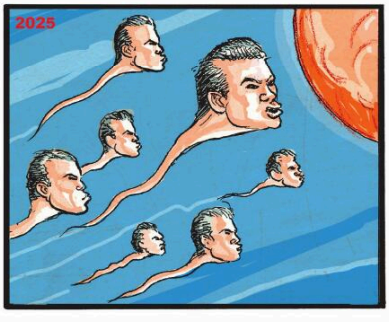
QUAND LES LOBBYISTES se mettent à jouer les influenceurs pour séduire l'opinion publique, c'est qu'il est temps d'éteindre les écrans. Au Canada, un groupe propétrole est ainsi accusé par Greenpeace d'avoir inondé les réseaux sociaux de vidéos visant à critiquer les politiques environnementales du gouvernement, notamment l'interdiction faite aux pétroliers de circuler sur la côte ouest du pays. Au total, ces vidéos auraient touché plus de 100 millions de personnes à travers la planète. Las, le groupe n'en est pas à son coup d'essai : en 2024, toujours selon Greenpeace, il aurait déjà dépensé près de 2 millions de dollars canadiens pour polluer Internet. **L. R.**

PETE HEGSETH (né en 1980)

Fortune estimée à 3 millions de dollars









Présentateur sur Fox News, Hegseth a été nommé par Trump au poste de secrétaire à la Défense, bien qu'il ait été accusé d'agression sexuelle, de mauvaise gestion financière et d'abus d'alcool. Une fois en fonction, Hegseth a limogé de hauts responsables militaires afin de purger les éléments woke et de rétablir une « éthique guerrière ». Il a encouragé le dépistage des taux de testostérone chez les soldats et soutenu la guerre de Trump en Iran, en plus d'avoir stoppé les études sur le changement climatique. Malgré tout, il est en train de perdre les faveurs de l'administration.

Totem et Tabite

Nostalgie du futur



YANN DIENER

« J'ai hâte d'être dans dix ans », m'avait dit un patient, il y a maintenant bien longtemps. J'y pense souvent comme une illustration de la notion de *Sehnsucht*. Utilisé de manière récurrente par Freud, ce mot allemand ne trouve pas de juste traduction en français. Ça le rend particulièrement intéressant, comme le dit Barbara Cassin, qui considère que les concepts philosophiques intraduisibles sont les plus intéressants (cf. son *Vocabulaire européen des philosophes. Dictionnaire des intraduisibles*).

La *Sehnsucht* est une nostalgie un peu paradoxale puisque c'est aussi une aspiration : c'est une nostalgie qui peut porter sur quelque chose qui n'est pas encore advenu. Ainsi Freud avait écrit à son meilleur ami : *« Jeune homme, je n'avais d'autre* Sehnsucht*/aspiration que celle de la connaissance scientifique. »* La *Sehnsucht* porte à la fois sur un objet perdu et sur un objet cause du désir. Le verbe *sehnen* signifiant en allemand « tendre vers », et le radical *sucht* étant associé à la maladie.

Si vous voulez repérer les moments *Sehnsucht* de votre vie quotidienne, lisez *Sehnsucht, passion du désir.* Dans ce livre, la psychanalyste Adèle Jacquet-Lagrèze explicite cette notion en précisant ses tenants et ses aboutissants cliniques et théoriques, et en repère les occurrences dans toute l'œuvre de Freud. Ce travail n'avait jamais été fait[1]. Et Georges-Arthur Goldschmidt, le grand traducteur de l'allemand, a dit le plus grand bien de ce livre, en écrivant ces mots à l'auteure : *« Votre compréhension de la* Sehnsucht *va au cœur de la langue allemande. »* Venant de lui, c'est un immense compliment. Georges-Arthur Goldschmidt, GAG pour les intimes, a traduit Freud, Kafka, Nietzsche, Peter Handke, entre autres. Né à Reinbek, près de Hambourg, en 1928, GAG a raconté qu'enfant il avait perdu la langue allemande à l'instant même où il avait passé la frontière entre l'Allemagne et la Suisse, fuyant les nazis avec sa famille. Le petit Georges-Arthur a senti que sa langue maternelle était tombée de son corps comme un objet qui chute. Après quoi il est resté un moment sans langue. Il a ensuite appris le français et, bien plus tard, il a réappris l'allemand.

À la fois objet perdu et objet cause du désir

À l'heure où les traducteurs automatiques génératifs écrasent les nuances du langage, on se régalera à lire l'ouvrage de Georges-Arthur Goldschmidt sur l'intimité de Freud avec la langue allemande : *Quand Freud voit la mer* (éd. Buchet-Chastel) montre que la découverte freudienne tient plus qu'on ne le croit à la structure même de la langue allemande. Selon GAG, Freud *« nage dans cette eau qui l'entourait de toutes parts, mais il y plonge aussi et ramène à la surface ce qui s'y cachait, les pensées refoulées. Ainsi est porté au niveau de la pensée ce qui, en Allemagne, va déclencher l'irrémédiable : la catastrophe future de l'Holocauste ».* Et dans la suite de ce travail, *Quand Freud attend le verbe,* Georges-Arthur Goldschmidt montre qu'une *« purification linguistique »*, qui a été l'une des grandes obsessions de la période prénazie, a ensuite accompagné l'extermination des Juifs d'Europe au nom d'une fantasmatique pureté raciale.

Aujourd'hui, les délires linguistiques de Trump et de Poutine ont aussi des conséquences sur les corps. À ce propos, l'excellent livre de Barbara Cassin *La Guerre des mots. Trump, Poutine et l'Europe* est ressorti en poche (éd. Flammarion, coll. « Champs Essais »). Lisez-le toutes affaires cessantes. ●

1. Sehnsucht, passion du désir, *d'Adèle Jacquet-Lagrèze (Éditions Nouvelles du champ lacanien).*

• Discussion avec l'auteure le jeudi 12 novembre, à 21 heures, à l'École de psychanalyse des forums du champ lacanien (118, rue d'Assas, Paris 6e). Georges-Arthur Goldschmidt sera présent !



LITUA
LES ŒUVR
UKRAIN
FUIENT LA
À VIL

Une semaine avant le début de la guerre, on a reçu l'accord et le financement du ministère lituanien de la Culture pour rapatrier «Les Évangélistes», de Frans Hals, qui appartenaient au musée d'Odessa.

La guerre a commencé, et dès le premier jour, le directeur du musée d'Odessa nous a dit qu'ils évacuaient les œuvres. Neuf à dix mois plus tard, nous avons eu la possibilité de rapatrier des œuvres à Vilnius.

SKAISTIS MIKULIONIS, CONSERVATEUR EN CHEF DES EXPOSITIONS DU MUSÉE NATIONAL D'ART DE VILNIUS. IL S'OCCUPE DU RAPATRIEMENT DES ŒUVRES UKRAINIENNES.

DATANT DU TOUT DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE ET PROVENANT DU MUSÉE D'ART OCCIDENTAL ET ORIENTAL D'ODESSA, L'ARRESTATION DU CHRIST EST UNE ŒUVRE ATTRIBUÉE AU CARAVAGE, MAIS SON AUTHENTICITÉ EST CONTESTÉE.

Dans l'histoire de la Lituanie, aucune œuvre n'a été évacuée puisqu'on est l'un des pays qui ont le plus perdu leurs œuvres d'art. Ils sont tous passés au travers de la Lituanie : les croisés, les Russes, Napoléon. La Lituanie a toujours été pillée.

DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE EN UKRA
DE VILNIUS ÉVACUE DES ŒUVRES PROVE
SONT APPORTÉES TEMPORAIREMENT P
RESTAURÉES OU POUR ÊTRE CONSERVÉES.
DE MUSÉES UKRAINIENS ONT
« CHARLIE » A PU APERCEVOIR CERTAINS T
ET NOUS AVONS PU ACCÉDER AUX ATELIE
DES RESTAURATEURS UKRAINIENS VENN
LEUR SAVOIR ET PRÉSERVER LES ŒUVRE



À PROPOS DE L'ÉVACUATION DES ŒUVRES

LES OPÉRATIONS D'ÉVACUATION CONCERNENT CINQ MUSÉES :
- LE MUSÉE D'ART OCCIDENTAL ET ORIENTAL D'ODESSA
- LA GALERIE NATIONALE D'ART DE LVIV
- LE MUSÉE NATIONAL DES ARTS BOGDAN-ET-VARVARA-KHANENKO, À KIEV
- LE MUSÉE KYIV-PECHERSK LAVRA, À KIEV
- LE MUSÉE RÉGIONAL D'ART DE ZAPORIJJIA

LES ŒUVRES ÉVACUÉES ONT ÉTÉ CHOISIES PAR LES UKRAINIENS, ET LES ÉVACUATIONS SONT UNIQUEMENT FINANCÉES PAR LE MUSÉE D'ART DE VILNIUS.

AU MOINS 80 PERSONNES SONT MOBILISÉES POUR LE RAPATRIEMENT DES ŒUVRES, NOTAMMENT L'AMBASSADE LITUANIENNE EN UKRAINE, L'AMBASSADE UKRAINIENNE EN LITUANIE, L'UNION DES TIREURS DE LITUANIE * SÉCURISENT LE TRANSPORT, MAIS AUSSI UNE DIVISION SPÉCIALE DES TIREURS LITUANIENS QUI TRAVAILLE AVEC LES MUSÉES, LA DOUANE LITUANIENNE, LES GARDES-FRONTIÈRES LITUANIENS, OU ENCORE L'ARMÉE LITUANIENNE.

* GROUPE PARAMILITAIRE DE CIVILS VOLONTAIRES (JE VOUS EN PARLERAI EN DÉTAIL DANS UN PROCHAIN REPORTAGE).

AU MINIMUM, TROIS CONDUCTEURS SONT NÉCESSAIRES POUR L'ACHEMINEMENT DES ŒUVRES DANS DES CAMIONS SPÉCIALEMENT CLIMATISÉS POUR LEUR BONNE CONSERVATION. EN UKRAINE, LA POLICE ASSURE LE TRANSPORT.

RESTAURATRICE DU BAS-RELIEF

LE BAS-RELIEF DATE DE LA FIN DU XV^e SIÈCLE. IL APPARTIENT AU MUSÉE NATIONAL DES ARTS BOGDAN-ET-VARVARA-KHANENKO, À KIEV, ET PROVIENT DE LA CATHÉDRALE DE MATERA (ITALIE). IL A ÉTÉ ACHETÉ EN 1886 PAR UNE RICHE FAMILLE ARISTOCRATIQUE UKRAINIENNE DONT LE MUSÉE PORTE LE NOM.

Il avait déjà été restauré au XX^e siècle, mais mal restauré puisque les couleurs étaient très vives au départ. On est obligés de retirer les couches mises par le passé pour ensuite restructurer certaines parties qui sont prêtes à s'affaisser.

DANS LA RÉSERVE DU MUSÉE. ICI, DES TABLEAUX PROVENANT D'UKRAINE ALLANT DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE. ACTUELLEMENT, UNE CENTAINE DE TABLEAUX UKRAINIENS SONT CONSERVÉS DANS CE LIEU.

RESTAURATRICE D'ŒUVRES SUR PAPIER

Quand la Lituanie est devenue indépendante, on était avides de connaissances pour apprendre les techniques de la restauration. Maintenant, nous sommes devenus une référence mondiale et nous pouvons transmettre.

LE MUSÉE D'ART D
POSSIBILITÉ À DE
UKRAINIENS DE SUI
DE FORMATION EN
LES MUSÉES UK
TRAVA

EN 2025 ET 2026, UNE VIN
SONT VENUS SE FORME

NATALIJA, RESTAURA
ELLE TRAVAILLE A
D'ART D'UKRAINE, À
MUSÉE NATIONAL D'A
DEUX SEMAINES. E
RESTAURATRICE D

ANIE
ES D'ART
IENNES
GUERRE
NIUS

NE, EN 2022, LE MUSÉE NATIONAL D'ART
IANT DE MUSÉES UKRAINIENS. ELLES
OUR DES EXPOSITIONS, POUR ÊTRE
À CE JOUR, 1 272 ŒUVRES PROVENANT
PU ÊTRE MISES À L'ABRI.
BLEAUX DANS LA RÉSERVE DU MUSÉE,
S DE RESTAURATION DES ŒUVRES OÙ
NT EN STAGE AFIN DE METTRE À JOUR
QU'AINSI LA GUERRE ÉPARGNERA.



On a proposé notre aide aux musées ukrainiens. On a pu récupérer des gravures de Rembrandt et de Goya, des tableaux de Boucher et des miniatures perses.

Mais maintenant, nous sommes obligés de tout rendre à l'Ukraine. Il n'y a pas d'endroits sécurisés dans un pays en guerre. Tant que la guerre durera, ces œuvres devraient être conservées dans les autres pays. Et les institutions ukrainiennes le souhaitent.

LA DOUANE LITUANIENNE AUTORISE LA GARDE DES ŒUVRES SUR LE TERRITOIRE LITUANIEN POUR UNE DURÉE MAXIMALE DE DIX ANS. POUR LA DOUANE UKRAINIENNE, LA DURÉE MAXIMALE EST DE QUATRE ANS. COMME LES ŒUVRES APPARTIENNENT À L'UKRAINE, C'EST LA LOI UKRAINIENNE QUI S'APPLIQUE.

LES RAPATRIEMENTS D'ŒUVRES SE POURSUIVENT PUISQU'ILS VIENNENT D'ACCUEILLIR 79 PIÈCES DE L'UKRAINIEN TARAS CHEVTCHENKO QUI SERONT EXPOSÉES À PARTIR DU 8 DÉCEMBRE 2026.

D'AUTRES ŒUVRES VONT REPARTIR EN UKRAINE PUISQU'ILS VONT RENDRE 639 ŒUVRES D'UNE PREMIÈRE EXPOSITION, AINSI QUE 463 ŒUVRES D'UNE COLLECTION JAPONAISE ISSUES D'UNE SECONDE EXPOSITION.

On photographie l'œuvre en l'état, puis des chimistes et des biologistes font une analyse technologique de chaque œuvre pour définir le papier, les techniques et les pigments utilisés. Ensuite, les œuvres arrivent au service de restauration.

On va restaurer un papier effrité ou renforcer une gouache abîmée pour préparer l'œuvre à la conservation afin qu'elle puisse être stockée pour une longue durée.

Les œuvres ukrainiennes récupérées sont plutôt en bon état. Le seul problème est la qualité de la conservation à cause de la guerre. Aujourd'hui, nos collègues ukrainiens ont amélioré la manière d'emballer les œuvres.

On travaille avec des matériaux et des produits développés en Europe de l'Ouest, alors qu'en Ukraine les outils, les produits et le savoir datent de l'époque soviétique.

ATELIER DE RESTAURATION DES ŒUVRES SUR PAPIER. HUIT RESTAURATEURS Y TRAVAILLENT. ACTUELLEMENT, ILS RESTAURENT DES ŒUVRES DE L'ARTISTE UKRAINIENNE MARIA PRIMATCHENKO QUI VIENNENT DU MUSÉE RÉGIONAL D'ART DE ZAPORIJJIA

NATALIJA, STAGIAIRE VENANT DU MUSÉE NATIONAL D'ART DE KIEV

LE TRAVAIL DE RESTAURATION D'UNE ŒUVRE DURE TROIS MOIS EN MOYENNE. UN SEUL RESTAURATEUR SE CONSACRE À UNE ŒUVRE.

GOUACHE DE MARIA PRIMATCHENKO

J'ai fait 24 heures de bus pour venir. J'ai l'impression de participer à l'effort de guerre en faisant ce stage.

On ne sait pas comment on va vivre au musée. Il n'y a plus de vitres aux fenêtres. Elles sont toutes condamnées. Tant que la guerre ne sera pas terminée, les fenêtres ne seront pas remplacées. Il y a constamment des coupures d'électricité. On a très froid l'hiver.

Personne ne pensait que la guerre durerait aussi longtemps.

La restauration, c'est ma vie. Ce que j'aime, c'est que tu vois tout de suite le résultat de ton travail. Je sais ce qui restera après moi. Quand je ne serai plus de ce monde, je laisserai une trace dans des œuvres qui auront traversé l'histoire.

Pour toutes les œuvres que je traite, je sens de l'amour maternel et je me souviens de toutes les œuvres que j'ai restaurées. Ce sont comme mes enfants.

NATALIJA

LES DESSINATEURS DE «CHARLIE HEBDO» DISENT LA MÊME CHOSE

LES LITUANIENS CONSIDÈRENT CETTE GUERRE COMME LA LEUR. SI L'UKRAINE TOMBE, ILS SERONT LES PROCHAINS SUR LA LISTE AVEC LES AUTRES PAYS BALTES ET LA POLOGNE. BEAUCOUP DE LITUANIENS PARTICIPENT À CET EFFORT DE GUERRE, CHACUN À SON ÉCHELLE, POUR SOUTENIR, MAIS AUSSI POUR QUE LE CONFLIT NE S'ÉTENDE PAS. MILITAIREMENT, TOUT LE PAYS SE PRÉPARE. JE VOUS EN PARLERAI DANS LE PROCHAIN NUMÉRO.

Riche

VILNIUS OFFRE LA
RESTAURATEURS
RE UN PROGRAMME
OLLABORATION AVEC
AINIENS OÙ ILS
LLENT.

TAINE D'ENTRE EUX
CHAQUE ANNÉE.

TRICE DEPUIS 1991.
MUSÉE NATIONAL
IEV. ELLE EST EN STAGE AU
T DE VILNIUS POUR
E EST ÉGALEMENT
LIVRES ANCIENS.

Dans le jacuzzi des ondes

La fille des possédés



PHILIPPE LANÇON

Déjà ce titre, *Nos divertissements sont terminés*[1] : le théâtre et la vie dansent le tango quand tombe le rideau. De quels divertissements s'agit-il ? De ceux des parents de *« la fille »*. Yasmina Reza nomme ainsi son héroïne, double enfantin et adolescent. Ça met à distance les certitudes de l'expérience vécue, le pathos autobiographique. Le texte est la porte étroite entre la fiction, qui s'appuie sur la mémoire, et la mémoire, qui produit de la fiction : *« Les premières années, ses années de jeunesse, se sont fondues entre fiction, désir et quelques images. Leur réincarnation verbale obéit à des lois de couleur et d'épiphanie. Rien d'ordonné, rien d'indiscutable. »* Et Reza nous offre, de scènes féroces en scènes comiques, toutes brèves, plantées là comme des chardons sur les bas-côtés, l'un de ses meilleurs livres.

Le lecteur se sent vite comme les personnages : libre d'avoir tous les sentiments qu'il veut, les mauvais comme (et même plus que) les bons. Mais sans insister, et en les jetant après usage, dans le vide burlesque de l'existence. Ainsi fait Dora, mère frivole et indigne : ses livres *« finissaient aussitôt lus à la poubelle comme tout ce qui avait déjà servi, êtres et objets »*. Dans sa jeunesse, elle a été élève du premier violon de Karajan. Plus tard, l'instrument a disparu : *« L'abandon du violon, on le devait à la brutalité de la vie et à l'histoire du siècle. Mais au fil des années, le mot violoniste se délitait, perdait sa consistance. »* Les gestes, les choses, les instants, les sentiments, les diamants, les balais de chiottes, le cocker qu'on colle dans un petit coin sombre, comme Alceste, puis qu'on abandonne lui aussi, et enfin les mots : tout se délite. L'écrivain ramasse les morceaux qu'il assemble, mais pas comme un puzzle : plutôt comme un patchwork.

La famille vient de Russie, de Hongrie, d'Iran. Des Juifs qui ont échappé à tout, à rien : *« Ils étaient de nulle part, et quoi qu'ils aient fait ou cherché à être, ils avaient flotté dans le monde. »* Ayant la mort aux trousses, ils n'ont aucune morale ordinaire, démocratique : *« On n'était pas chez les raisonnables. C'était tout ce que l'enfant savait de façon certaine. Mais c'était beaucoup. »* Le mot « Drancy » apparaît, disparaît : une bougie qu'on allume, qu'on éteint – une de plus. La mort est hors champ, partout, puis, vers la fin, elle entre directement, par le cancer et la vieillesse. Tout cela vite et bien, sans pleurs ni cérémonies. Ce n'est pas parce qu'on meurt qu'il faut ennuyer.

Yasmina Reza et le tissu épars de sa vie

Leur amoralité est un scandale qui touche à l'innocence. Ils disent et font tout et n'importe quoi, puis le contraire, puis oublient, parce que rien ne s'obstinera, ne survivra. Un ami, Haziel, résume leur position vitale : *« Les vertueux m'ennuient mortellement. À mon âge je n'ai que faire d'un monde prévisible. Un monde sans les Trump, les Poutine and co, ne serait pas le monde. Ces types nourrissent l'âme. Ils déplient le temps. »* *« La fille »* ne lit pas par hasard Dostoïevski, ombre du livre. Description des personnages du Russe : *« Sur cette terre, les gens cultivent les emballements. Ils passent des idéaux grandioses au nihilisme. Ils boivent, se délabrent, et deux jours après apparaissent frais et gantés. Mais la matière de leurs jours est le ridicule, le ridicule existentiel qui fait s'échauffer sans réflexion ou se cramponner à des mesquineries. Aucune permanence si ce n'est celle des passions. »*

Carrière faite et notoriété acquise, Yasmina Reza fait le point au galop sur son enfance, sa jeunesse, le néant vivace et indomptable d'où elle vient. Au moment de refermer le tombeau de famille, évoquant une dernière fois les siens, elle résume sa manière de percevoir et, donc, d'écrire : *« Ils ont existé et sont devenus des personnages de papier. Ils ont rejoint leurs frères de fiction. Ils sont d'ailleurs indémêlables. Ils apparaissent et se dissolvent. Maîtres ni de leur début ni de leur fin. Leur passage sur terre est insignifiant. Les personnages de papier n'ont aucune raison de marcher d'un pas ferme. Ni de se tenir convenablement. Ils ne sont pas des modèles. La fille les perçoit comme des gens qui sont par essence égarés et qui cherchent comment vivre. Elle ne voit rien d'autre à traiter que cette situation. Elle se sert du tissu épars de la vie. Des trous, des allures, des mouvements, des faits de peu d'apparence, des phrases saisies au vol. Une trame se construit dont elle ignore la manière définitive. Aucune fidélité ne se dessine. »* Sinon celle de l'écrivain à ses pages. ●

1. Éd. Flammarion, 192 p., 21 euros.



DENIS JACOB, POLICIER À LA RETRAITE

« Avant, il fallait 12/20 pour devenir policier, aujourd'hui, 5/20 est suffisant »

Qu'est-ce qui ne va pas dans la police ? Pourquoi tant de répression du mouvement lycéen ? Tant d'incompréhension entre la population et la police ? Dirigeant d'Alliance de 2008 à 2015, fondateur d'Alternative Police, Denis Jacob, désormais à la retraite, nous livre sans détour quelques pistes dans *Sauver l'honneur. La police doit se remettre en question* (éd. Robert Laffont), coécrit avec la journaliste Tiphaine Pioger.

CHARLIE HEBDO : Pourquoi avoir écrit ce livre?

Denis Jacob : J'ai voulu comprendre comment on en est arrivés à cette situation. Il y a un grand nombre de dysfonctionnements qui font que la police n'est plus en adéquation avec la société. Elle doit faire son autocritique pour ne pas perdre la confiance de la population. Plus elle sera honnête et transparente, plus la population comprendra l'attitude de la police. Dans certains endroits, les policiers sont d'ailleurs les premiers à intervenir, là où ils devraient être les derniers, après l'école, les médiateurs… Mais tout cela est tombé en désuétude. La police sert de bouc émissaire à l'incapacité des politiques à régler certains problèmes.



Le procès des policiers accusés d'avoir tabassé Michel Zecler s'est ouvert lundi 9 novembre, quel regard portez-vous sur cette affaire?

Je reste très prudent sur les affaires en cours. C'est à la justice de faire son travail. Pour autant, s'ils sont confirmés, rien ne justifie ces comportements violents. Sur les images qui sont sorties dans la presse, je ne vois pas de mise en danger d'autrui qui expliquerait leur attitude. Pour que les policiers soient respectés, il faut qu'ils soient respectables, irréprochables. Sinon, ils n'ont rien à faire dans ce métier, il en va de l'image de l'institution. Quant à Alliance, qui les a défendus, au prétexte que c'est un syndicat, devrait-il défendre l'indéfendable? Cela renforce l'idée que les bavures sont couvertes par tout le monde.

Autre sujet d'actualité, comment percevez-vous l'attitude des forces de l'ordre à l'encontre du mouvement des lycéens?

On n'a pas pris les bonnes décisions politiques pour gérer ces manifestations. Il faut savoir que si des armes non létales comme le gaz lacrymo sont utilisées, c'est parce que les policiers ont eu l'ordre de le faire, ce ne sont pas des initiatives personnelles. Il faut aussi choisir les bons policiers à envoyer sur le terrain : ne pas envoyer ceux de la BAC, qui ne sont pas formés au maintien de l'ordre. Les policiers de la BAC ont le droit d'utiliser leurs Flash-Ball de leur propre initiative, ce qui peut conduire à des dérapages. Concernant les casseurs, il faut aussi savoir qu'on ne parvient pas à arrêter ces professionnels de la casse, car ils savent comment repartir sans se faire prendre. On ne réussit à arrêter que ceux qui profitent du mouvement pour commettre des vols.

« Il ne faut pas s'étonner que certains policiers aient des comportements de petits cow-boys »

Dans votre livre, vous êtes très critique envers les différents ministres de l'Intérieur…

Dans ma carrière, j'ai connu 21 ministres de l'Intérieur, soit un nouveau ministre tous les dix-huit mois ! Comment voulez-vous que cela soit constructif ? Chacun, de droite comme de gauche, veut imprimer sa marque, sans considération pour ce qu'il faudrait mettre en place réellement. Le ministère de l'Intérieur est un tremplin pour eux. C'est une course en avant dans la communication. Ainsi Gérald Darmanin, qui lance des opérations contre les stupéfiants appelées « place nette », puis « place nette XXL ». Bruno Retailleau, qui, en 2025, a appelé à « harceler » les trafiquants. Sauf que – faut-il le lui rappeler ? – le harcèlement est un délit. Les discours des ministres de l'Intérieur vont crescendo, ils présentent les policiers comme des cow-boys, et leur donnent le sentiment qu'ils peuvent tout faire sur le terrain, cela équivaut à un blanc-seing pour des attitudes hors la loi.

Vous dénoncez des ordres absurdes pour faire du chiffre, comme ce commissaire qui demande à un policier d'être en planque pour sanctionner des automobilistes qui n'ont pas remis leur ceinture de sécurité juste après avoir fait le plein d'essence. Comment en est-on en arrivés là?

Aujourd'hui, la police est managée comme une entreprise, avec une politique du chiffre. Pour ce commissaire, c'était une manière de faire facilement du chiffre et de toucher une « indemnité de responsabilité et de performance ». Mais garantir la tranquillité publique, ce n'est pas remplir les caisses de l'État. Autre décision catastrophique, la réforme de la police judiciaire, en 2024. On a cassé un outil formidable et on a dégoûté un certain nombre d'agents de devenir officiers de police judiciaire.

Parmi les explications des problèmes de la police, vous dénoncez la baisse du niveau pour le recrutement…

Avant, il fallait 12/20 pour devenir policier, aujourd'hui, 5/20 est suffisant. La massification du recrutement a conduit à intégrer des personnes dont les connaissances sont inadaptées, mais aussi dont les motivations sont faibles. Ces jeunes recrutés à un niveau plus bas qu'avant ne seront pas forcément de mauvais policiers. Le problème, c'est que, derrière, on ne prévoit pas une prise en charge qui permette de pallier ce problème. La formation en école de police est strictement théorique, et il n'y a plus de tutorat par les anciens pour transmettre des connaissances de terrain. Certains jeunes sont ainsi lâchés dans la nature comme des chiens fous, il ne faut pas s'étonner qu'ils aient des comportements de petits cow-boys. Et ensuite, en cours de carrière, il n'y a pas assez de formation continue. Pas assez de moments pour réfléchir à nos pratiques, de débriefings collectifs après une crise comme l'affaire Nahel. Nous sommes un corps de métier confronté à ce qu'il y a de plus sombre dans la société, et on n'y est pas toujours préparés.

Vous évoquez aussi le racisme dans la police, mais vous dites que vous avez mis longtemps à en prendre conscience. Pourquoi?

Oui, car je n'en avais jamais été témoin à titre personnel. Je n'ai pas constaté de racisme systémique, mais certains policiers sont racistes, on ne peut pas nier l'évidence. Il y a eu notamment l'affaire de la BAC de nuit de Nancy : sept policiers ont été condamnés en appel en 2023 pour avoir proféré des injures racistes à l'encontre de quatre de leurs collègues. On doit mener aussi une réflexion sur les contrôles d'identité, qui peuvent devenir des contrôles au faciès. Ce n'est pas le contrôle d'identité à proprement parler qui pose problème, mais le détournement qui en est fait par certains. Dans un très grand nombre d'affaires, il permet d'identifier et d'interpeller des auteurs d'infractions, de délits, voire de crimes. Mais quand il y a une récurrence en un même lieu et sur une même personne, alors ensuite il doit y avoir des sanctions d'une très grande sévérité de la part de l'institution à l'égard de ceux qui n'appliquent pas les règles comme ils le devraient.

Vous dénoncez aussi l'homophobie au sein de la police. Cela vous a d'ailleurs coûté la place de numéro 2 d'Alliance…

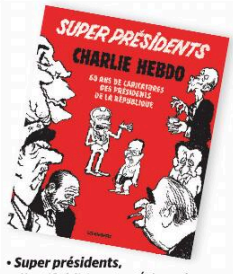
Je me souviens encore de ce rendez-vous, en janvier 2000, dans les locaux d'Alliance, à Paris, cela ne me quittera jamais. Dans le bureau, le secrétaire général, qui allait prendre sa retraite, et son adjoint. Depuis mon arrivée au bureau national, je suis pressenti pour le remplacer. Mais, lors de ce rendez-vous, ils me disent avoir appris que je suis homosexuel et que, pour cette raison, je ne peux représenter le syndicat, *« parce que je suis trop olé olé »*, tout en mimant des petites marionnettes avec les mains. Je reçois les mots en pleine figure, comme une gifle. On me reproche de ne pas l'avoir dit, mais j'estimais que c'était ma vie privée. Aujourd'hui, je suis persuadé qu'il y a encore de l'homophobie dans la police. Ce n'est pas parce qu'il existe une asso comme Flag ! qu'il n'y a plus d'homophobie dans la police. Ça reste un milieu particulièrement machiste et hétéronormé.

Propos recueillis par Laure Daussy

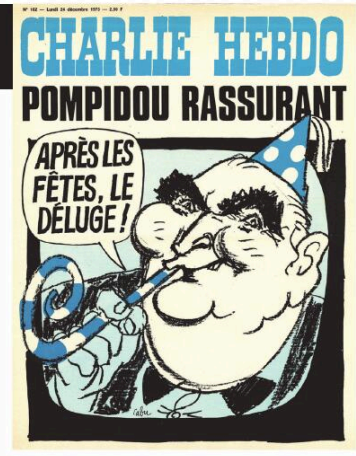
SUPER PRÉSIDENTS !



Depuis l'apparition de *Charlie Hebdo*, en 1970, les dessinateurs ont bien été obligés de dessiner les différents présidents de la République qui ont défilé à l'Élysée : Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron. Qui sera le prochain à caricaturer ? On n'ose esquisser une réponse. Avec *Super présidents*, revivez les grands moments des soixante dernières années de la vie politique française grâce à une sélection de plus de 500 dessins, tous plus subtils et pertinents les uns que les autres !



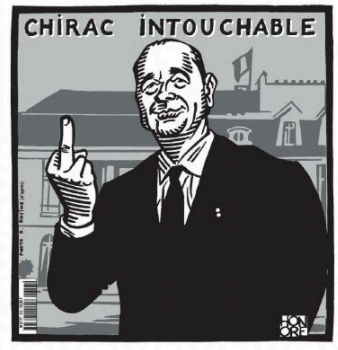
• ***Super présidents***, collectif, éditions Les Échappés, 29,90 euros, disponible depuis cette semaine dans toutes les bonnes librairies.



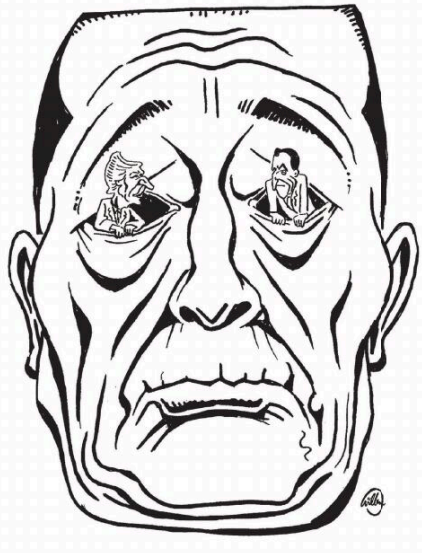










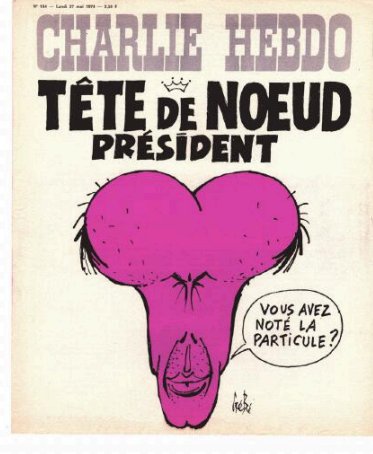












Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?

Fille des chardons rampants



YANNICK HAENEL

Voici le premier livre d'une poète. Elle s'appelle Laurence Capet ; et son livre, *La Langue du dedans*. Il est publié aux jeunes Éditions du Bunker, qui sont indépendantes, et donc libres. La poésie, je le dis ici chaque semaine, est notre seule politique, notre vraie chance : l'invivable nous enferme et la poésie nous libère. Nos possibilités d'exister dépendent de la poésie vécue, écrite et portée au feu. Et précisément, dans la langue de Laurence Capet, à travers cette acuité de saccades et de martialité psychique à laquelle elle nous invite, on existe avec une intensité extrême.

Voici donc des propositions d'existence, voici des tourments saccagés de ratures, des objurgations caillouteuses, des bégaiements souverains, des trachées de textes sombres d'où surgissent des amours et leurs désamours, et puis des haches, des cerfs, des *zars*, des *« pivoines obscènes »* et du *« sang de noir végétal »*, et des rages qui vous incendient.

Laurence Capet écrit : *« dis, est-ce que la vérité a les crocs comme le mal »*. Elle écrit : *« la traversée est longue celle qui va vers la joie »*. Elle écrit : *« même les os ont pris feu dans le feu de ta bouche »*. Elle écrit : *« tu mordras avec tes chiennes de dents dans le ventre du monde parce qu'il n'existera pas une brèche non pas un espace entre tes dents pour l'anéantissement »*.

Je l'ai lu trois fois déjà, à chaque fois d'une traite, comme un roman d'aventures mentales, de ceux où l'on explore son cerveau et son cœur à la manière d'un spéléologue sauvage. Ce petit livre à la belle couverture rouge bordeaux ne quitte pas la poche gauche de mon manteau. Je l'ouvre dans la rue, dans le métro, au comptoir des cafés :

Comme un roman d'aventures mentales

« c'est la langue des partir des plus là des on s'en va
c'est la langue de ce qui ne vit plus
des forêts des hameaux qui brûlent
des qui pensent on verra alors qu'on ne verra rien »

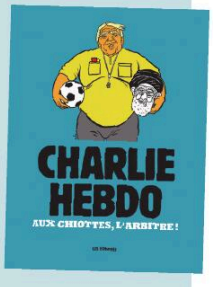
Ou alors :

« je suis celle qui
je suis celle que
j'incendie la phrase
ma peau que
mes contours qui »

Quelqu'un ne cesse, à travers ces 109 pages fulgurantes, d'ouvrir la bouche pour faire naître une langue : pour naître soi-même au langage. Cette ouverture criante de la bouche est le lieu d'un combat avec la matière d'une vie en combustion : il y a le père et la mère, il y a des deuils et des caresses qui font incliner le ciel, des cailloux à chaque instant qui sortent à la place des mots, encore des cailloux. Il y a une poétique des dents qui crissent : leur nuit nous appelle. Et lorsque arrive, pleine page, un grand carré noir qui dit l'absence au cœur de toute porte, quand le mot « EXIT » s'automultiplie soudain comme une portée de bêtes qui déboulent dans la langue, on n'a qu'une envie : sauter de joie et aller hurler à la fenêtre que *« le bruit de la hache traverse le monde et accouche du monde »*. ●

EN LIBRAIRIE

AUX CHIOTTES, L'ARBITRE !



En 2026, on a essayé de faire la paix en faisant la guerre. Résultat : à l'international, une escalade de violence et aucun cessez-le-feu, tandis qu'en France on a combattu le réchauffement climatique en bombardant le pays de climatiseurs, pendant que les forêts flambaient. Heureusement, tout devrait aller mieux l'an prochain, puisque la mobilisation générale des candidats à la présidentielle est déclarée. D'ici là, *Charlie* vous offre une copieuse moisson de dessins et de textes pour revivre le meilleur d'une année de merde.

• Éd. Les Échappés, 192 pages, 25 euros.

LE CRÉTINISIER DE LA SEMAINE

COUPE-JARRET

FABIEN ROUSSEL, candidat du ruissellement : *« Si vous voulez qu'on aille chercher de l'argent, on va aller en trouver. Moi, je vais aller prendre Emmanuel Macron à l'Élysée par les pieds. Je vais le secouer, et vous allez voir que l'argent, il va tomber, et qu'on va en trouver, de l'argent »* (France Info, 3/11). Voilà qui devrait faire revenir les transfuges qui sont passés chez Mélenchon.

MAILLOT À POIS

KARL OLIVE, député macroniste des Yvelines : *« Mon soutien à Sonia Mabrouk. Certains la considèrent comme une chaîne de déraillement. C'est une très grande professionnelle, c'est véritablement une courroie de transmission, et faut pas se tromper de combat »* (BFMTV, 3/11). Parole de pompe à vélo.

DÉBAT CONTRADICTOIRE

ALAIN JAKUBOWICZ, ancien pilier de comptoir de Pascal Praud : *« J'y allais de façon occasionnelle. Il y avait sans doute un petit péché d'orgueil, je veux bien en convenir : seul contre tous. […] J'ai longtemps pensé que j'étais un contrepoint important »* (France 5, 3/11). C'était le seul mec de droite.

PEUR SUR LA VILLE

LAURENT NUÑEZ, devant la commission d'enquête parlementaire sur les pillages du 17 octobre : *« L'ultragauche et l'extrême gauche radicale, ce sont des gens assez malins. Ils sont très doués pour faire dégénérer les choses et ils sont très doués pour ne jamais se faire interpeller. […] Il y en a très peu parmi les interpellés, mais ça ne veut pas dire qu'ils n'étaient pas à la manœuvre »* (LCP, 3/11). On aurait même vu Arsène Lupin sortir d'un Apple Store.



UN TIGRE DANS LE MOTEUR

ROLAND LESCURE, ministre de l'Économie et pompiste amateur, se félicite de la baisse du prix des carburants : *« Pour un plein de 45 euros, c'est 9 euros de moins »* (LCI, 2/11). Et un porte-clés Macron offert.

OPTIC 2000

LAURENT NUÑEZ, à propos de l'absence de numéro d'identification des policiers dans les manifs : *« Je suis attaché à la déontologie, mais je vous concède que malgré les consignes, il n'est pas toujours visible. Parfois, c'est à cause des sangles qui le masquent. Il y a une peur d'être identifié de la part des fonctionnaires sur le terrain. Il faut qu'on y revienne. On prépare des RIO plus gros »* (*Libération*, 4/11). Qui puissent être lus même avec un œil en moins.

TUTTI ANTIFASCISTI

LOUIS ALIOT, maire à vie de Perpignan : *« Le racisme tue, je suis d'accord, mais le socialisme tue aussi. Il a tué sous sa version internationale avec le communisme et sous sa version raciste avec le national-socialisme »* (CNews, 3/11). Hitler avait d'ailleurs sa carte à Place publique.

CE SERA NOTRE PETIT SECRET

JULIEN ODOUL, toujours député RN de l'Yonne, s'en prend à la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants : *« C'est quoi la Ciivise ? Le service sanitaire du Hamas ? »* (*Libération*, 5/11). Visiblement, il se passe des choses, dans l'Yonne…

REBELLE SANS CAUSE

DIDIER BARBELIVIEN, ancien black bloc : *« On évitait à tout prix de croiser les CRS. Pourquoi ? Parce qu'on se faisait taper dessus. Évidemment qu'on avait peur. Vous avez vu une compagnie républicaine de sécurité quand elle descend du camion ? C'est quelque chose. Aujourd'hui, ils vont pratiquement à l'affrontement. J'ai vu une lycéenne donner des coups de pied dans le bouclier et elle essaie de passer en dessous pour lui piquer sa matraque ! Même pas en rêve on aurait osé faire ça ! »* (CNews, 6/11). Ça devait chauffer quand il descendait en manif avec Sarkozy…

LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

ÉCRAN POLICIER



LORRAINE REDAUD

En 1956, le fameux directeur du FBI, J. Edgar Hoover, lançait le programme Cointelpro. Son objectif ? Permettre aux agents d'enquêter sur les organisations dissidentes, parmi lesquelles les Black Panthers, le Ku Klux Klan ou le Parti communiste américain, pour ensuite les discréditer et les neutraliser.

Révélé en 1971 après le cambriolage d'un bureau du FBI par des militants de gauche, le programme, sévèrement critiqué par le grand public, a fini par être abandonné. Enfin presque. Disons qu'il a refait surface cette année sous une forme légèrement différente avec l'ICE, la tristement célèbre police anti-immigration états-unienne. Selon une enquête du magazine *Wired*, près de 120 enquêteurs ont ainsi été mobilisés… pour filer 15 pauvres habitants du Minnesota. Le tort de ces derniers : avoir osé créer des réseaux de bénévoles pour suivre les déplacements de l'ICE et prévenir les personnes potentiellement expulsables.



Parmi la centaine de flics, 11 d'entre eux ont été chargés d'infiltrer ce groupe de citoyens avec des moyens habituellement réservés aux terroristes. Outre la surveillance accrue des réunions associatives et, dans certains cas, des messes à l'église, l'ICE s'est également introduite en toute discrétion dans les groupes de conversation Signal. Pis, elle a passé au peigne fin les transactions PayPal des méchants humanistes et récupéré leurs données personnelles, via des courtiers spécialisés. Un arsenal numérique si impressionnant que Hoover doit, de jalousie, se retourner dans sa tombe. ●

ON A REÇU ÇA

Logique comptable

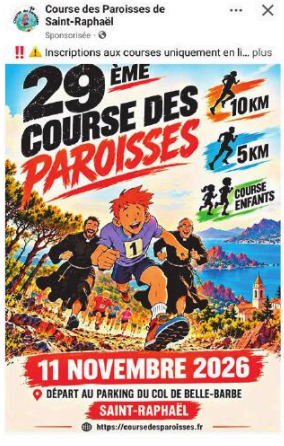
Le petit commerçant Macron n'a plus de trésorerie, mais il continue à jeter l'argent par les fenêtres. J'ai reçu ce matin un courrier du Trésor public m'informant que je bénéficie d'un dégrèvement de 22 euros sur ma taxe foncière, dégrèvement consécutif à des « pertes de récolte » en raison de la sécheresse. Si j'ai bien 2 ha de prairies sur lesquels paissent deux paisibles ânes, animaux sobres par excellence, je n'ai subi aucune perte… Combien de propriétaires de combien de millions d'hectares non cultivés vont ainsi recevoir indûment des sommes dérisoires pour eux, mais qui seront un gouffre pour les finances publiques ? À l'inverse, combien de gros agriculteurs vont toucher le pactole bien au-delà de leurs pertes réelles ? Et combien d'autres, misérables, seront à peine indemnisés ? **Sylvain V.**

Cons et sourds

Petite réflexion d'un boomer : les mouvements populistes suscitent des mouvements de foule qu'ils savent gérer à leur plus grand profit. Dans l'histoire récente, ce sont les idéologies fascistes qui en ont fait une arme de prédilection que le nazisme a portée à son paroxysme. Il n'y a qu'à voir les informations filmées des années 1930 montrant par exemple les foules hystériques écoutant, fascinées, les discours aussi délirants qu'hypnotiques d'Adolf Hitler. Chacun des individus composant ces foules plus qu'enthousiastes semble complètement inconscient des conséquences que va entraîner l'application concrète de ces discours xénophobes et racistes exacerbant la supériorité des origines aryennes des peuples germaniques de la Grande Allemagne. Tous adhèrent sans aucune nuance à la désignation du peuple juif comme bouc émissaire de tous leurs problèmes. Mais il est à parier que si on avait pu les interroger individuellement, la plupart, à ce moment-là en tout cas, n'auraient sans doute pas imaginé les conséquences catastrophiques de cette politique. *[…]* L'inconscience est mère de l'inconséquence. **Christian D.**

L'IA fait bien les choses

Les services en ligne d'intelligence artificielle offrent des services de graphisme pour *peanuts* à destination de tous. L'exemple ci-dessous devrait vous faire rire comme il nous a fait rire (c'est ma fille qui est tombée dessus). J'ai vérifié, la course dont il est question existe bien et le visuel existe bien sur leur site ! **Dominique L.**





AUTRE CHOSE

„Pas de pitié pour les Viets !", „Le Fromage de l'espérance", „Les Fabuleuses Aventures d'Einstein", „La limite n'a pas de connerie" (S. Reuzé éd. Fluide glacial) est plein d'histoires connes pas bêtes.



↑La connerie, c'est le métier de Reuzé, auteur des tomes de „Faut pas prendre les cons pour des gens".

Il ne faut pas couper des arbres vivants. Si on respecte la nature, il faut les aimer au lieu de les massacrer, et même les aimer au point de les embrasser. C'est une des leçons de Thoreau (1817-1862) que Catherine Meurisse met en bande dessinée : „Le Clan de Walden" (éd. Dargaud), pas triste, et avec des paysages pleine page où on aimerait se perdre. Jusqu'au 21 novembre chez Huberty & Breyne, 19, rue Chapon, Paris 3e, exposition de la regrettée Aline Kominsky-Crumb et de sa fille, Sophie Crumb. Sans le père, Robert, qui laisse la place aux dames.





Les Puces

De l'actu toute chaude



Je parle du déterrage depuis des années, en vain. Un espoir, enfin ! Je rappelle que cette « chasse traditionnelle barbare », comme la nomme à juste titre l'Association pour la protection des animaux sauvages (aspas-nature.org), consiste à acculer le blaireau au fond de son terrier à l'aide de chiens tels les teckels, les fox-terriers ou les jack-russell terriers, qui, du fait de leur petite taille, s'y faufilent facilement. L'occasion de rappeler que les responsables sont les humains, comme toujours, qui utilisent des animaux pour en faire souffrir d'autres. De quelle façon, dans ce cas ?

Les blaireaux sont extirpés de leur habitat à l'aide de pinces – pour la délicatesse avec laquelle est menée cette « opération », faisons confiance aux déterreurs… –, puis livrés aux chiens. Aucune pitié, bien sûr, pour les blaireautins, ainsi que sont nommés leurs petits.

J'apprends par l'Aspas, avec plaisir et soulagement, que, même si cette cruauté n'est pas encore abolie – c'est-à-dire in-ter-dite ! –, elle est *« en voie de disparition »* et que la *« carte de France est de moins en moins rouge »*. En effet, cette année 2026 voit, pour la première fois, les « périodes complémentaires de déterrage » – certes, encore autorisées – largement réduites, et ce grâce aux actions en justice de l'Aspas, d'Aves France (aves.asso.fr) et de One Voice (one-voice.fr). Encore un effort pour une interdiction totale !

DES TECKELS MALTRAITÉS. Il existe, on le sait, des trafics de toute sorte, mais concernant les teckels nains, à ma connaissance, c'est du jamais-vu. Les chiots provenaient de Roumanie et étaient revendus en France, *« via des sites d'annonces »*. Important : ils étaient également victimes de mauvais traitements et présentaient de nombreux problèmes de santé. Trois prévenus, dont… un vétérinaire – bravo, le véto ! – qui les puçait pour rendre leur provenance « légale ». Leur jugement est attendu le 9 décembre prochain[1]. À noter que des trafics de chiens provenant de Roumanie existent depuis longtemps, sans que rien ne change.

Supplique pour les teckels !

OABA. Pour les fêtes, qui approchent, offrez – et offrez-vous ! – les articles proposés par l'Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs (helloasso.com/associations/oaba/boutiques/la-boutique-solidaire-de-l-oaba). Vous contribuerez ainsi au sauvetage d'animaux de ferme victimes de mauvais traitements.

NOËL EN AVANCE ! Grand merci pour vos petites attentions, qui me touchent vraiment beaucoup. On continue ensemble, *Charlie* est notre moteur et notre lien à tous. Vive votre, notre journal ! ●

1. Plus d'infos sur tinyurl.com/yc2vd9ew

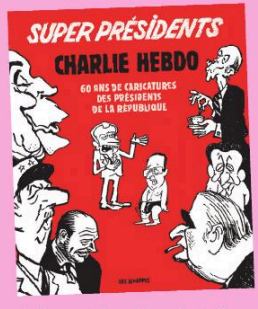
lucelapinetcopains@gmail.com



CHARLIE HEBDO
OFFRE D'ABONNEMENT

FORMULE INTÉGRALE
1 an
édition papier + édition numérique + contenu Web en illimité

et recevez
SUPER PRÉSIDENTS
127 €
pour la France au lieu de 232,70 € (161 € pour l'export)



Le livre peut s'acquérir seul au tarif de 34,90 €, frais d'envoi inclus.

Profitez-en sur abo.charliehebdo.fr
ou en envoyant le bulletin ci-dessous.

JE SOUHAITE RECEVOIR
CHARLIE HEBDO PENDANT 1 AN*
ET LE LIVRE SUPER PRÉSIDENTS
* Soit 52 numéros en versions papier et numérique + contenu Web en illimité.

POUR S'ABONNER en ligne, scannez le QR Code ou renvoyez ce bulletin, accompagné de votre règlement par chèque, à l'ordre des Éditions Rotative, à l'adresse :
CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 PARIS CEDEX 13

NOM .....
PRÉNOM .....
ADRESSE .....
.....
CODE POSTAL ..... VILLE .....
E-MAIL .....

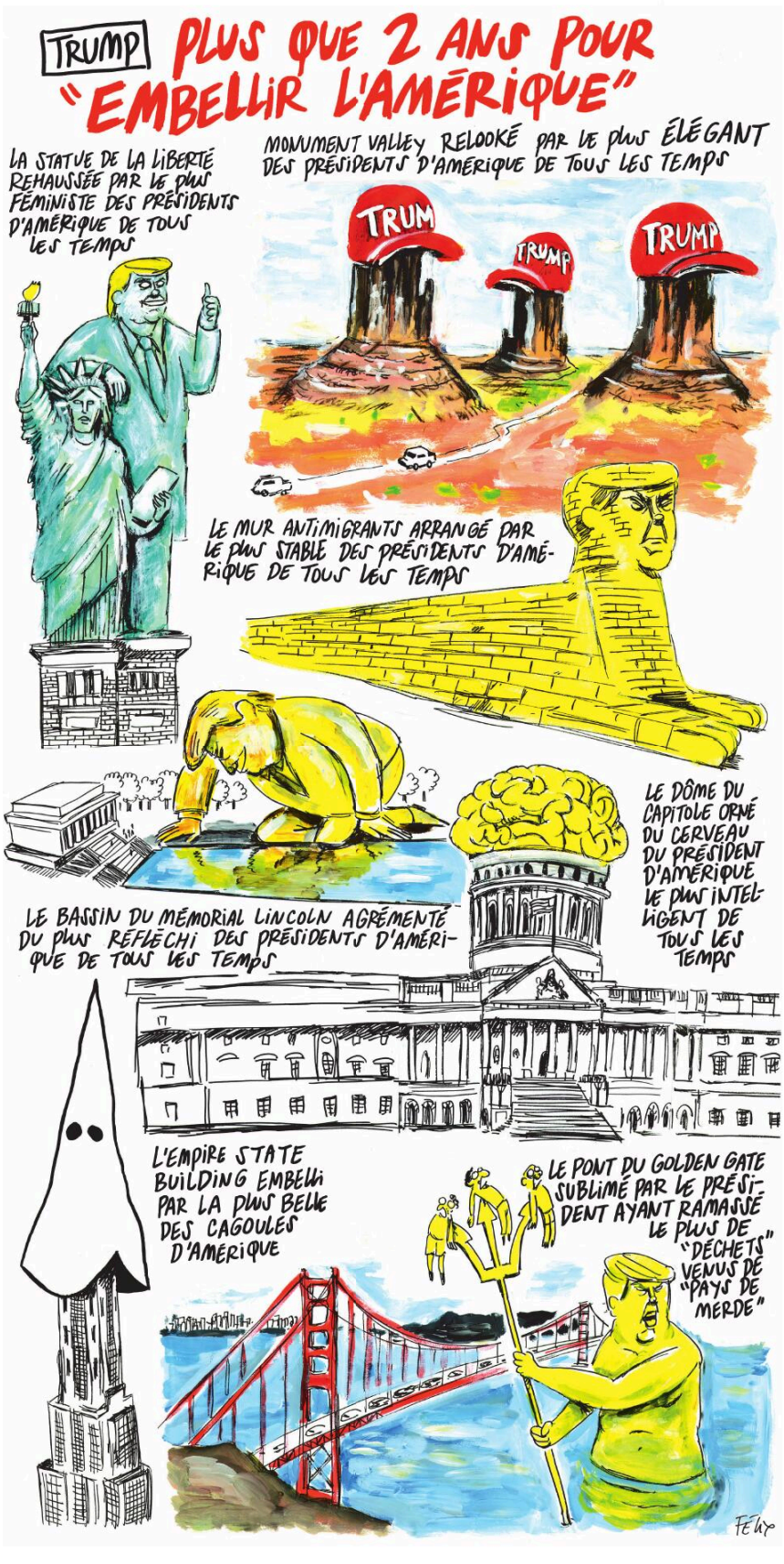
☐ **JE PROFITE DE L'OFFRE SPÉCIALE AU TARIF DE 127 € ET JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT**
(161 € pour l'export)
☐ **Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative**
☐ **Par virement bancaire Nom de la banque :** Société Générale
Domiciliation : Paris Parc Brassens **BIC :** SOGEFRPP
IBAN : FR7630003035410002019142969
☐ J'accepte de recevoir les offres de **CHARLIE HEBDO**
☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par **CHARLIE HEBDO**

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 Paris Cedex 13.
Vous pouvez nous contacter par mail à **angelique.abo@charliehebdo.fr**

1790111120026

CHARLIE HEBDO Fondateur Cavanna **Président, Directeur de la publication** Riss **Directeur général** Philippe Debruyne **Rédacteur en chef** Gérard Biard **Rédaction** redaction@charliehebdo.fr **Standard** 01 85 73 06 00 **Portraits de la semaine par** Salch **Abonnement, anciens numéros** angelique.abo@charliehebdo.fr **Éditions Rotative,** BP 50311, 75625 Paris Cedex 13. **SAS les éditions Rotative,** entreprise solidaire de presse – RCS Paris B 388 541 336. **Commission paritaire** n° 0427C82683 **ISSN** 1240-0068 **Imprimé en France** par un groupement d'imprimeurs. Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.

TRUMP PLUS QUE 2 ANS POUR "EMBELLIR L'AMÉRIQUE"

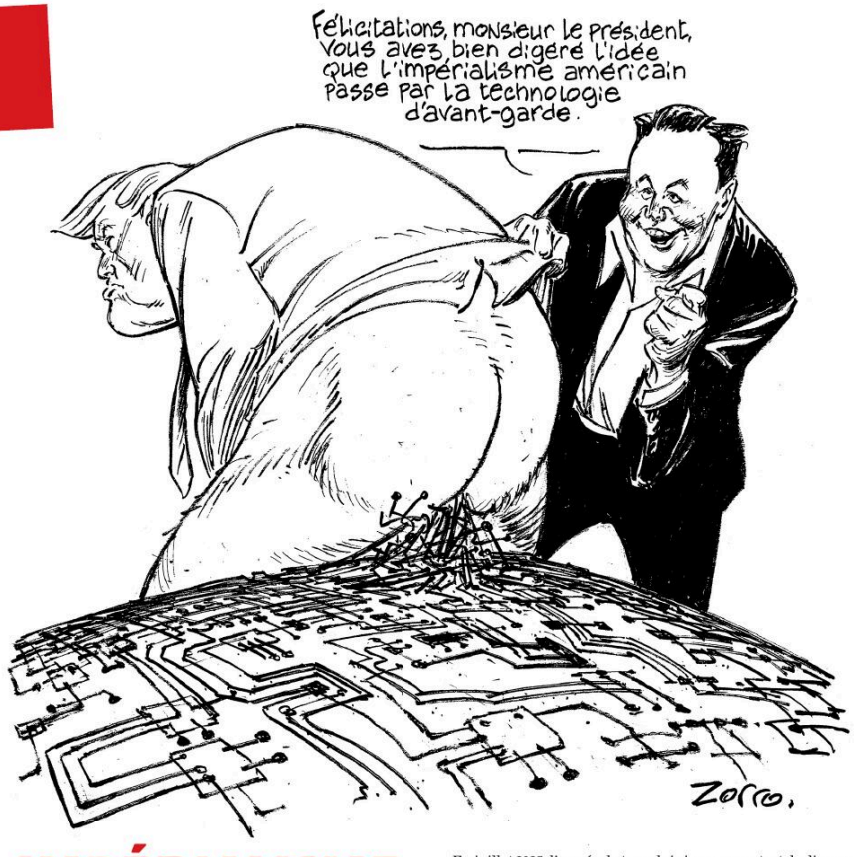


Charlie Enquête



YOVAN SIMOVIC

L'impérialisme américain n'a pas disparu avec les bananeraies. Il a simplement changé de secteur : hier, les multinationales agricoles et pétrolières ; aujourd'hui, les Big Tech et l'IA. Et, à mesure que la technologie devient stratégique, la frontière entre puissance économique, diplomatie, armée et conquête des ressources devient de plus en plus floue.



IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

De la banane à l'algorithme

Panpan cucul. Le 30 juillet 2025, le Trésor américain inscrit sur sa liste noire des violateurs des droits humains un juge de la Cour suprême du Brésil, Alexandre de Moraes. Résultat : avoirs gelés et interdiction de faire affaire avec le magistrat pour tout citoyen, banque ou entreprise américains. Son crime ? Avoir notamment fait suspendre X, le réseau d'Elon Musk, et la plateforme vidéo Rumble. Le même jour, Donald Trump frappe le pays de 50 % de droits de douane. Motif avancé, entre autres : les *« ordres de censure secrets »*. Derrière cette formule, ce sont les décisions de Moraes, souvent confidentielles, qui obligent les plateformes à fermer les comptes de partisans de Bolsonaro accusés de désinformation ou d'appel à la rupture démocratique. Pas touche aux copains ni aux intérêts des géants de la tech ! Musk avait d'ailleurs déjà prévenu le monde en 2020 : à un internaute qui l'accusait d'avoir profité du renversement d'Evo Morales en Bolivie, pays du lithium, il avait répondu : *« On renverse qui on veut ! Faites avec. »* Tweet effacé deux jours plus tard.

ÇA NE VOUS RAPPELLE RIEN, CES PETITES INGÉRENCES DE L'ONCLE SAM à l'étranger pour défendre les intérêts de ses capitaines d'industrie ? Souvenez-vous : en 1952, au Guatemala, le président Jacobo Árbenz exproprie les terres en friche de la United Fruit Company, géant américain de la banane – et ancêtre de Chiquita –, que l'Amérique latine surnomme El Pulpo, « la pieuvre » : outre plus de 40 % des terres arables du pays, elle contrôle son chemin de fer et son principal port. Le président d'alors offre d'indemniser la multinationale au prix déclaré au fisc par la compagnie elle-même : environ 600 000 dollars. Mais, en avril 1954, c'est le département d'État américain qui réclamera directement au Guatemala 15,8 millions de dollars.

Deux mois plus tard, une troupe d'exilés armés par la CIA envahit le pays, et Árbenz tombe. Le secrétaire d'État, John Foster Dulles, et son frère, Allen, patron de la CIA, avaient tous deux été associés du cabinet d'avocats de la United Fruit. Le feu vert est venu d'Eisenhower, celui-là même qui mettra l'Amérique en garde, quelques années plus tard, en 1961, contre le fameux « complexe militaro-industriel ». *« Même le pourfendeur du complexe était conscient de l'urgence et du caractère indispensable du bras armé pour défendre les intérêts des industriels américains dans le monde »*, relève Claude Serfati, économiste spécialiste de l'industrie de défense.



Et aujourd'hui ? Comme la United Fruit, les géants du numérique savent faire travailler la diplomatie américaine pour eux. En juin 2025, Trump rompt les négociations commerciales avec le Canada à cause d'une taxe de 3 % sur les revenus d'Amazon, Google ou Meta… : Ottawa cède et abandonne cette taxe deux jours plus tard. En décembre de la même année, le département d'État interdit de visa Thierry Breton, l'ex-commissaire européen, père du règlement sur les services numériques, accusé de vouloir *« censurer »* les plateformes américaines. Hier, Washington réclamait 15,8 millions au Guatemala pour le compte d'une compagnie bananière. Maintenant, il fait plier les États qui osent taxer ou réglementer la Silicon Valley. Pire : le complexe militaro-industriel *« n'est plus simplement un adjuvant, un auxiliaire utile, un bras armé »* au service de nouvelles United Fruit, *« il est aujourd'hui le centre névralgique »*, poursuit Claude Serfati. Rien de complotiste là-dedans, insiste-t-il : *« L'irruption des Big Tech et des start-up de la Silicon Valley est à la fois un indice et un moteur de ces transformations radicales, en particulier autour de l'IA. »*

Le mariage de la Silicon Valley avec le Pentagone a été célébré sous Obama

Exemple type : Palantir. Cofondée en 2003 par Peter Thiel, l'entreprise a eu pour premier investisseur extérieur In-Q-Tel, le fonds de capital-risque de la CIA. En 2017, le Pentagone lance Maven, un programme pensé par Google permettant d'analyser par IA les images prises par ses drones. Google s'en retire en 2018 sous la pression de ses salariés. Palantir reprend le flambeau. En juillet 2025, l'armée de terre lui signe un contrat de dix ans pouvant atteindre 10 milliards de dollars. Et en mars 2026, Maven devient un programme officiel de toutes les armées. Dans les vingt-quatre premières heures de la guerre contre l'Iran, il aurait aidé à frapper plus de 1 000 cibles. En juin 2025, les directeurs techniques de Palantir et de Meta et deux hauts cadres d'OpenAI, dont l'un est parti depuis, ont été bombardés lieutenants-colonels de réserve, sans passer par les classes. Un cadre d'Anduril, fabricant de drones de combat, est devenu le numéro 2 civil de l'armée de terre. Claude Serfati y voit un *« tremblement de terre »* pour un complexe qui *« s'était assoupi et était devenu apathique »*.

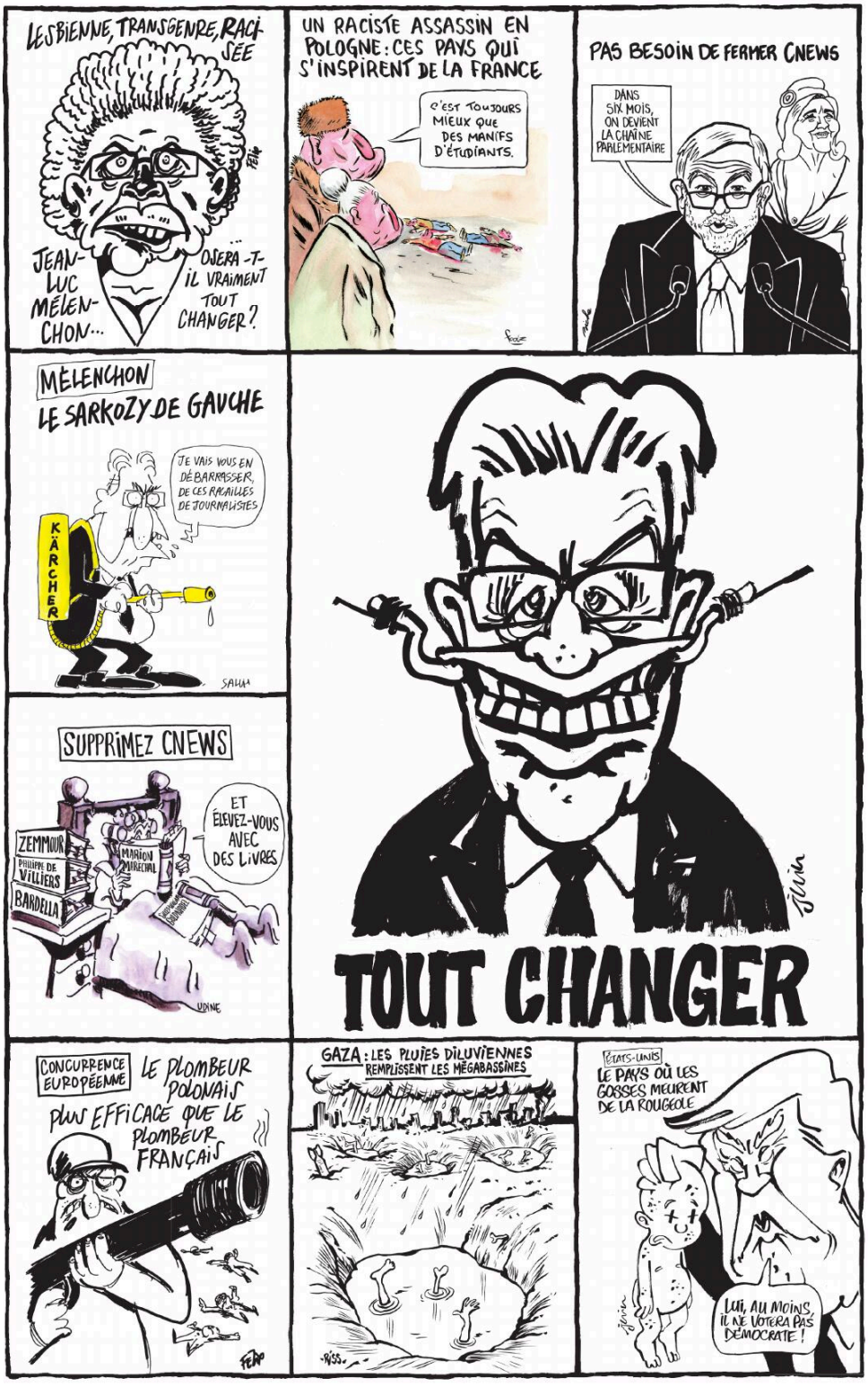
Car les conquêtes d'antan n'ont pas été abandonnées, elles ont simplement changé de carburant. L'IA *« nécessite ce que j'appelle la trilogie fatale de l'eau, des minerais et de l'énergie »*, ajoute le spécialiste. Le lien entre le soutien aux Big Tech et les guerres de conquête, militaires ou diplomatiques, *« est sous nos yeux, il n'y a qu'à regarder ce qui se passe avec le Venezuela ou le Groenland »*. Le 3 janvier 2026, des commandos américains enlèvent Nicolás Maduro à Caracas et, le jour même, Donald Trump annonce que les *« très grandes compagnies pétrolières américaines »* vont *« investir des milliards »* sur place.

CETTE COURSE AUX RESSOURCES SE JOUE ÉGALEMENT SUR LE SOL américain, et elle y fait des mécontents. Pour faire tourner l'IA, les géants de la tech bâtissent des data centers partout. Des hangars remplis de machines qui avalent parfois autant d'électricité qu'une ville et engloutissent des millions de litres d'eau pour se refroidir. Les riverains, eux, héritent du bruit, de la pollution et des factures. Claude Serfati suit depuis deux ans *« la montée de l'opposition des communautés contre l'implantation des data centers, en particulier dans les États du Sud »*. À l'entendre, la guerre menée à l'extérieur devient ainsi, *« inévitablement »*, une *« guerre sociale »* à l'intérieur

Faut-il tout mettre sur le dos de Trump ? Bien sûr que non : *« Il y a une accélération, mais ce n'est pas une rupture »*, affirme l'économiste. Le mariage de la Silicon Valley avec le Pentagone a été célébré sous Obama, qui installe dès 2015 une antenne de l'armée au cœur de la Silicon Valley, à une époque où la tech vote plutôt démocrate. Ce qui a changé, selon Claude Serfati, c'est le rapport de force avec la Chine. Obama avait tenté de la contenir en douceur, en tournant la diplomatie américaine vers l'Asie ; Trump, par une guerre commerciale lors de son premier mandat. Rien n'y a fait : Pékin continue de monter, et Washington passe à la manière forte. *« Je ne suis pas sur la ligne de la crise terminale,* précise Serfati, *mais on ne peut pas nier que les États-Unis ne sont plus les hégémons qu'ils étaient. »* Et un empire qui doute, ça se réarme. ●

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Feuilles mortes

La Russie a enregistré plus de 54 000 pertes humaines en octobre. Le Kremlin a passé commande de souffleuses pour ramasser plus vite les cadavres.

Mille bornes

Quatre ans après avoir tué un cycliste, un automobiliste réclame de l'argent aux parents pour réparer sa voiture. Une belle façon d'enterrer la hache de guerre.

Chérie, j'ai rétréci les gosses

En 2025, au moins 927 personnes SDF sont mortes en France dont 20 enfants. Le bilan de Parcoursup s'alourdit.

Bérézina

La Russie envisage de retarder le paiement des salaires de certains militaires pour le mois de décembre. Moscou attend leur avis de décès.

Génération Q

Plus de 1 jeune sur 5 âgé de 18 à 21 ans rapporte avoir subi des violences sexuelles. Après l'écoanxiété, le cul-anxiété.

Morne plaine

Plus de 22 tonnes de protoxyde d'azote retrouvées dans un poids lourd en Corrèze. Faut dire qu'on ne rigole pas beaucoup en Corrèze.

Mr. Bean

Un Britannique de retour chez lui après vingt-huit ans de marche autour du monde. Démontrant une fois de plus que l'Empire britannique est bien celui sur lequel la connerie ne se couche jamais.

Comique de répétition 1

Trump affirme qu'il aurait *«gagné la guerre du Vietnam en une semaine»*. Ce Trump, il va nous manquer quand il ne sera plus là !

Comique de répétition 2

Poutine affirme que son pays est prêt à un conflit contre l'Europe, mais qu'il ne le souhaite pas. Ce Poutine, il va nous manquer quand il ne sera plus là !

Assurance-vie

Un robot maçon testé en France. S'il meurt en tombant de son échafaudage, sa femme touchera un tas d'écrous et de boulons chaque mois jusqu'à la fin de sa vie.

Pêche miraculeuse

La plus grosse carpe du monde pêchée en Hongrie. Ceux qui étaient contre l'entrée de la Hongrie dans l'Europe sont comme des cons.

Grande Russie

La Russie réintègre le championnat du monde de hockey sur glace. Enfin une opération spéciale qui réussit.

Livret A

90 % des Français inquiets de la dette. Le 15 du mois, il n'y a plus rien dans le frigo de la Banque de France.